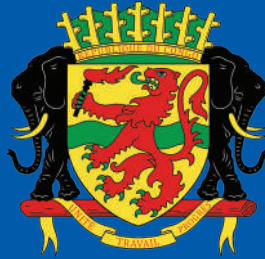


AGENDA DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE



Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO
Président de la République du Congo

2026



Agenda du Président de la République



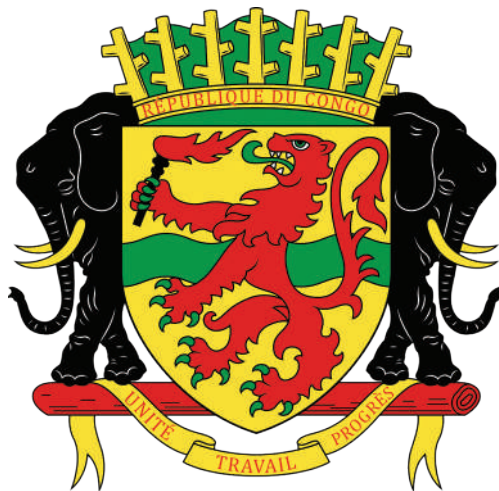
AGENDA 2026



PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Le Drapeau National



Les Armoiries



**Son Excellence Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO,
Président de la République du Congo**



Mot du Président de la République



«Peuple congolais résilient,

Souviens-toi de conserver une âme toujours éclairée devant les aspérités, des difficultés et des obstacles.

Allons de l'avant avec encore plus d'audace.

Tu as raison d'espérer non pas parce que l'espérance est la dernière des déesses, mais parce que le seul espoir qu'on puisse avoir, c'est soi-même.

Guidés par le triptyque de notre belle devise :

UNITE - TRAVAIL - PROGRES

la boussole qui oriente notre action, bien ancrée dans le solide boîtier de la paix, engageons-nous résolument dans la marche accélérée vers le développement, pour que :

*** Vive la République.**

*** Vive le Congo. »**

Extrait du message de vœux à la Nation 2026



PRESIDENTIELLE 2026, LE SACRE D'UN VISIONNAIRE





Chapitre 1

Une cérémonie des plus solennelles



LE 16 avril 2026, les annales de l'histoire du Congo se sont enrichies d'un événement marqué en lettres d'or, mêlant solennité, sonorités musicales du terroir et liesse populaire. C'était l'investiture, disons mieux la consécration devant Dieu et les Hommes, d'un homme d'Etat réélu avec 94,90% des suffrages, à l'issue d'une élection présidentielle particulière, qui a connu un taux de participation des plus élevés (84,99%) de ces trois dernières décennies.

La particularité de cet événement riche en sons et en couleurs était à rechercher dans le fait que, jamais dans l'histoire du Congo moderne, un chef d'Etat n'avait prêté serment dans un stade olympique archicomble. Le stade de l'unité du complexe sportif de Kintélé vêtu de ses plus belles parures, était ce jour plein de ses soixante mille convives de qualité, en liesse, devant un parterre d'hôtes de marque venus des quatre coins du monde. Il vibrait à l'unisson pour le sacre d'un grand homme d'Etat, le bâtisseur infatigable, le Grand Visionnaire du Congo, celui-là qui porte en lui l'ambition de développement de son pays.





Chapitre 1

La confiance renouvelée



Ce grand homme d'Etat, dont l'œuvre n'est plus à présenter c'est Denis Sassou N'Guesso, qui venait deux semaines avant, d'être réélu Président de la République du Congo, pour un nouveau mandat de cinq ans. L'enthousiasme qu'affichaient les populations laissait transparaître que ce renouvellement de confiance confirmait le choix de l'expérience pour s'inscrire dans la continuité, porté par un peuple soucieux de son devenir. Il s'agit bien sûr de la continuité dans l'action, la continuité dans la marche vers le développement, cette fois de manière plus accélérée.

Un moment de réjouissance populaire dans la paix et l'unité nationale

En ce jour des plus ensoleillés du mois d'avril, l'ambiance inoubliable qui a prévalu témoignait de l'euphorie d'une victoire méritée, résultant d'une campagne électorale mouvementée, équitable. Toutes les séquences ont constitué des hauts instants de plaisir. Le public venu de partout dans le but de sublimer leur champion ne voulait rater aucune miette. La belle cérémonie était ponctuée des réguliers hourra, des salves d'applaudissements et des sonorités à la mode des groupes et artistes en vogue comme les Bantous de la capitale, Tidiane

Mario, Diesel Gucci, Afara Tsena, Tete Ketch qui avaient mis le public en extase.

De l'entrée solennelle du drapeau national à la grande parade militaire rythmée, en passant par l'accueil des chefs d'Etat et des autres hôtes de marque, ainsi que l'audience solennelle de la cour constitutionnelle avec comme point culminant le prononcé du serment présidentiel, rien n'a échappé à la curiosité des spectateurs médusés. La longue mais savoureuse séquence des félicitations aussi, a été l'un de ces grands moments de communion qui resteront à jamais ancrée dans la mémoire collective.





Chapitre 1

Une boussole dans la tempête

En dépit des facteurs bloquants exogènes comme la crise énergétique, la crise sanitaire liée au Covid 19, les conflits russo-ukrainien et Israélo-palestinien, le quinquennat qui a précédé l'élection présidentielle des 12 et 15 mars 2026 a connu, une reprise en main des secteurs stratégiques de l'économie, grâce aux efforts du gouvernement et à la résilience du peuple congolais.

Aux commandes de son pays dans ces temps assez difficile, Denis Sassou N'Guesso reste optimiste : « Longue est la marche. Mais certaine est la destination et constante demeure la détermination de notre peuple... », déclare-t-il dans son livre intitulé "En toute Transparence, le bilan du quinquennat 2021-2026".

Un pays sur la bonne voie

Les efforts conjugués du gouvernement et la résilience du peuple ont abouti à quelques résultats positifs probants. Ainsi, un programme de facilité élargie de crédit a été conclu avec le FMI, rétablissant ainsi les grands équilibres macroéconomiques et la crédibilité du pays auprès des partenaires multilatéraux et les bailleurs de fonds. La paix est consolidée à travers le pays, la sécurité et la libre circulation des personnes et des biens sont garantie, les incubateurs d'emplois des jeunes existent, le climat des affaires est en cours d'amélioration, la diversification de l'économie nationale est amorcée, les jalons de l'agriculture au sens large sont posés, les institutions de la République et les leviers de la bonne gouvernance sont en place.

Fort de ces avancées citées de manière non exhaustive, plus d'un observateur soutient que le Congo est tout à fait sur la bonne voie. Il reste donc à poursuivre, de manière accélérée, la construction d'un Congo uni, ambitieux, innovant et prospère.

Tel est l'esprit du nouveau pacte social ou projet de société intitulé l'accélération de la marche vers le développement, que Denis Sassou N'Guesso a proposé au Peuple Congolais qui l'a accepté, en lui renouvelant sa confiance à l'issue de ce dernier scrutin présidentiel.





RÉSUMÉ DU PROJET DE SOCIÉTÉ



L'accélération de la marche vers le développement, c'est le nouveau projet de société présenté par Denis SASSOU N'GUESSO pour l'élection présidentielle de mars 2026. Il fixe le cap du quinquennat 2026-2031, autour d'un mot d'ordre : accélérer la marche vers le développement.

Après les chocs récents (chute des cours du pétrole depuis 2014, COVID-19, ralentissement mondial), l'ambition demeure inchangée : améliorer durablement les conditions de vie de tous les Congolais, en accélérant le rythme.

Ce nouveau pacte social s'articule en trois chapitres dont le premier présente les dix actions prioritaires, le deuxième, les six autres domaines d'intervention de l'État et, le troisième, les quatre conditions de réussite.

CHAPITRE 1^{er} : LES DIX ACTIONS PRIORITAIRES DE L'ACCÉLÉRATION DE LA MARCHÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT

SECTION I : MOBILISER DES RESSOURCES FINANCIÈRES PUBLIQUES ADDITIONNELLES

L'objectif visé est de mobiliser chaque année au moins 5 000 milliards FCFA de recettes publiques. Les leviers retenus sont :

- la réforme systémique de la fiscalité et la numérisation de la collecte (recours à l'intelligence artificielle),
- l'instauration d'un impôt forfaitaire unique (« Flat tax »),
- l'évolution des régimes de gestion des ressources naturelles (part garantie de l'État $\geq$ 20 % de la production brute et transformation locale exigée),
- la privatisation partielle des entreprises stratégiques-l'État conservant au moins 51 % (CFCO, ports, Banque postale, Congo Telecom...),
- la cession de certains actifs, dont le produit est affecté en priorité au désendettement, la restructuration de la dette (reprofilage à 25-30 ans) et le développement de financements innovants sans dette publique (PPP concessifs, baux emphytéotiques, financements participatifs, fonds dédiés).

SECTION II : ACCROÎTRE L'INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN

Il s'agit d'investir massivement dans l'éducation et la santé.

Dans le domaine de l'éducation : cible d'environ 25 % du budget de l'État (ou 5 à 10 % du PIB), révision des curricula, recrutement sélectif des enseignants, modernisation et multiplication des centres d'apprentissage.

Dans le domaine de la santé : progression vers la norme OMS de 2,5 professionnels de santé pour 1 000 habitants, modernisation des hôpitaux, e-santé et télémédecine, mise en œuvre effective de la CAMU, nouveau statut des agents de santé et numérisation du système.



Chapitre 2

SECTION III : RENOUVELER LA LUTTE CONTRE LES COMPORTEMENTS DÉVIANTS DES AGENTS DE L'ÉTAT

Au-delà du renforcement des organes de contrôle et d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption, l'accent est mis sur l'exercice rigoureux de l'autorité de l'État : faire régner la loi, garantir la séparation des pouvoirs, renforcer une justice impartiale et laisser les corps de contrôle, la police et la gendarmerie exercer librement leurs missions.

SECTION IV : REDYNAMISER L'ÉCONOMIE NATIONALE

L'ambition est une croissance soutenue à deux chiffres, inclusive et riche en emplois (rappel : PIB à -6,3 % en 2020, puis +1,1 %, +1,8 %, +2 % et +2,6 % de 2021 à 2024).

Les leviers : gages de stabilité politique, amélioration du climat des affaires (simplification de la législation et de la fiscalité), accès au crédit des TPE/PME et microfinance, diversification de l'économie, contenu local, commande publique réservée aux entreprises nationales et priorité à l'emploi des Congolais.

SECTION V : PRIORISER L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

Pour l'instant, l'agriculture (au sens large) ne représente qu'environ 7 % du PIB, alors que moins de 10 % des 12 millions d'hectares cultivables sont exploités. Pour faire de l'agriculture une priorité, il faut donc sécuriser le foncier, instaurer une fiscalité incitative, développer les infrastructures et créer des fermes-écoles d'État.

L'industrialisation repose sur la transformation locale des ressources naturelles et des produits agricoles, la production de biens de consommation, les zones économiques spéciales (Brazzaville, Pointe-Noire), la recherche d'investisseurs (notamment la Chine, d'État à État) et les conditions d'émergence d'une industrie lourde.

SECTION VI : CRÉER DES EMPLOIS EN PLUS GRAND NOMBRE

L'emploi des jeunes repose sur l'essor agricole et industriel. Pour la période 2026-2031, l'État prévoit un vaste programme national d'apprentissage (au



moins un centre public par chef-lieu de district), un accompagnement des jeunes diplômés créateurs d'entreprise et l'intégration de stages en entreprise dans les cursus scolaires.

SECTION VII : POURSUIVRE LE DÉPLOIEMENT DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Les secteurs prioritaires sont : l'énergie, les transports et le numérique.

Dans le domaine de l'Énergie : centrales à gaz, hydroélectricité et renouvelables, raccordement de toutes les villes au boulevard énergétique national.

Dans le domaine des transports : la construction de 500 km de route par an dès 2022, la modernisation du CFCO, construction des voies ferrées minières, la construction de l'oléoduc Pointe-Noire-nord, viabilisation des voies navigables, les constructions de corridor 13 (Ouessou-N'Djaména) et du pont route-rail Brazzaville-Kinshasa.

Dans le domaine du numérique : assurer la fourniture d'internet haut débit, tout en créant des mécanismes de baisse des prix d'accès.

SECTION VIII : PROMOUVOIR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET LE PROGRÈS TECHNIQUE



Chapitre 2

La priorité est donnée à la recherche appliquée, notamment : en créant un écosystème de recherche dynamique, en définissant des priorités (le numérique, la robotique, les biotechnologies et la santé, intelligence artificielle...), en encourageant les jeunes dans les filières scientifiques et en renforçant la valorisation et la diffusion des innovations, pour en faire des leviers concrets de productivité et de développement.

SECTION IX : APPROFONDIR LES DROITS SOCIAUX

Trois droits fondamentaux sont visés :

- la protection sociale, en rendant la CAMU effective, en diversifiant les financements et en appliquant une meilleure gouvernance.
- le droit au logement décent pour tous par une nouvelle politique du logement, logements abordables, lutte contre l'habitat informel

- l'accès universel à l'eau potable et à l'électricité (électrification rurale, «eau pour tous», énergies renouvelables).

SECTION X : PRÉSERVER UN ENVIRONNEMENT SAIN POUR LA POPULATION

Cette ambition nécessite une approche est intégrée : la sensibilisation par l'éducation et les médias, le renforcement des actions de protection (gestion des déchets, économie circulaire, lutte contre l'érosion et les inondations, reboisement), la promotion des bâtiments économes en énergie et le renforcement de la législation environnementale, en cohérence avec le plan biodiversité 2025-2030.

CHAPITRE 2 : LES ACTIONS DANS QUELQUES AUTRES DOMAINES D'INTERVENTION DE L'ÉTAT

Aux dix actions prioritaires énumérées plus haut s'ajoutent six autres domaines d'intervention qui complètent le dispositif d'accélération de la marche vers le développement.

SECTION I : ASSURER LA DÉFENSE NATIONALE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

La défense dans ses domaines militaire et non militaire (renseignement, prévention, diplomatie), ainsi que la sécurité publique, sont des priorités de l'État. Ce, dans un contexte de conflits de haute intensité et de terrorisme transfrontalier en Afrique centrale : modernisation des forces, renforcement de la coopération internationale et des services de renseignement, formation continue.

SECTION II : RATIONALISER LA FONCTION PUBLIQUE, LA GOUVERNANCE DE L'ÉTAT ET DIGITALISER LES ADMINISTRATIONS

Il s'agit de :

- réorganiser une administration héritée de la colonisation et jugée trop lourde ;
- recruter par voie de concours ;
- évaluer sur la base du mérite ;
- recourir aux budgets-programmes et renforcer la bonne gouvernance ;





Chapitre 2



- digitaliser les administrations (internet haut débit, plateformes numériques, formation des agents, baisse des prix via Congo-Telecom, entrepreneuriat numérique).

SECTION III : AMPLIFIER L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le but visé est de mettre en œuvre des politiques de développement des zones rurales appuyées par le PNUD via un Programme accéléré de développement communautaire (≈ 738 millions USD, soit 442,8 milliards FCFA), avec des cibles à l'horizon 2030 en matière de sortie de pauvreté, d'emplois et d'accès à la santé, à l'eau et à l'électricité.

SECTION IV : DÉVELOPPER LE COMMERCE INTÉRIEUR

L'Etat doit :

- adopter une nouvelle loi sur le commerce,
- élaborer un code national de commerce conforme à l'OHADA,
- intégrer le commerce en ligne, moderniser les infrastructures (marchés modernes, grandes surfaces),

- faciliter l'installation des petits commerçants de nationalité congolaise.

SECTION V : VALORISER LE PATRIMOINE NATUREL ET LE TOURISME

Il s'agira de promouvoir plusieurs formes de tourisme, l'écotourisme en priorité (parcs nationaux d'Odzala-Kokoua et de Nouabalé-Ndoki, réserves de Conkouati-Douli et de Lesio Luna), construire les infrastructures d'accès, créer une filière tourisme et simplifier l'obtention du visa (demande en ligne).

SECTION VI : DYNAMISER LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE, L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE ET SOUS-RÉGIONALE

Dans un monde fragmenté, privilégier une diplomatie du développement et le partenariat économique (notamment stratégique avec la Chine), tirer parti de la ZLECAF (marché unique africain de 1,5 milliard d'habitants) et contribuer à l'intégration de l'Afrique centrale.

CHAPITRE 3 : LES CONDITIONS DE L'ACCÉLÉRATION DE LA MARCHÉ VERS LE DÉVELOPPEMENT

L'accélération ne peut être possible sans quelques conditions permissives.

SECTION I : PRÉSERVER LA PAIX, L'UNITÉ NATIONALE ET LA STABILITÉ POLITIQUE

C'est une condition sine qua non du développement : ancrer durablement ces valeurs, entretenir un dialogue politique permanent et garantir une justice impartiale et égale pour tous.

SECTION II : RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT ET LA CITOYENNETÉ

Il appartiendra à l'Etat d'adopter et de faire respecter des lois pertinentes, de numériser et d'accélérer les procédures judiciaires, de renforcer l'impartialité et accessibilité de la justice, de sanctionner les magistrats fautifs, lutter contre la corruption par la sanction, et de sécuriser le droit de propriété.



Chapitre 2

SECTION III : PRATIQUER L'ÉDUCATION CIVIQUE, LE PATRIOTISME ET LE VIVRE-ENSEMBLE

Il est question de rendre l'éducation civique obligatoire à l'école et à l'université, de l'organiser en proximité (quartiers et villages) et au sein des administrations publiques, avec des codes d'éthique et de déontologie.

SECTION IV : APPROFONDIR DÉMOCRATIE ET LA DÉCENTRALISATION

L'approfondissement de la démocratie et de la décentralisation impose de consulter plus régulièrement le peuple, d'instaurer des critères de compétence et d'expérience pour les candidats aux élections, de relancer les contrats État-Départements et État-Communes et de rendre opérationnelle l'Agence nationale d'appui à la décentralisation.

CONCLUSION

Telles sont présentées les seize actions dont dix prioritaires, assises sur quatre conditions permissives, pour que le tout forme la trame du nouveau projet de société sur la base duquel la confiance a été renouvelée au Chef de l'Etat Congolais.

La mise en application réussie de celui-ci repose sur un minimum requis qui prend en compte des ressources financières additionnelles, des ressources humaines à la hauteur, la fin des anti-valeurs et, surtout, la paix et la stabilité politique.

L'objectif demeure clair : un Congo prospère, inclusif, ouvert, dynamique et résilient. C'est ici que trouve tout son sens, cette exhortation ultime :

«Congolaises et Congolais, accélérons ensemble la marche vers le développement. Le bonheur de notre Nation est au prix de cet effort.»





BIOGRAPHIE DU PRÉSIDENT DENIS SASSOU N'GUESSO

Né en 1943 à Edou, à quelques encablures de la localité d'Oyo, dans le département de la Cuvette, au nord du Congo, il fréquente l'école primaire de son village Edou et celle de Fort-Rousset (Owando). Il est admis, en 1956, au concours d'entrée au collège normal Raymond Paillet de Dolisie, un des principaux établissements qui formaient de hauts cadres Congolais et de l'AEF.

Très tôt et parallèlement à ses études scolaires à Dolisie, il s'intéresse à la vie politique du pays. Aux côtés d'autres camarades de son âge, il acquiert une conscience idéologique progressiste au sein de l'association scolaire du Congo (ASCO), dont il assume certaines responsabilités. En 1960, il obtient le Brevet d'Etudes Élémentaires. Au moment d'embrasser la carrière enseignante, une autre vocation s'ouvre à lui, le métier des armes. Sur les conseils de son professeur de lettres, Maurice Spindler, Denis Sassou N'Guesso se présente au concours d'entrée à l'école interarmées des officiers de réserve de Cherchell, en Algérie (1961). Il en sortira major de sa promotion avec le grade de sous-lieutenant.

Rentré au Congo, il fait partie des premiers officiers qui vont encadrer la nouvelle armée congolaise. Puis, il est admis à l'école d'application d'infanterie de Saint-Maixent en France, pour le cours d'officier d'infanterie. Officier des troupes aéroportées quelque temps après, il est l'un des témoins privilégiés de la révolution des 13, 14 et 15 août 1963. Cinq ans plus tard, dans le souci d'opérer un réajustement de la révolution, il se range du côté de l'aile progressiste



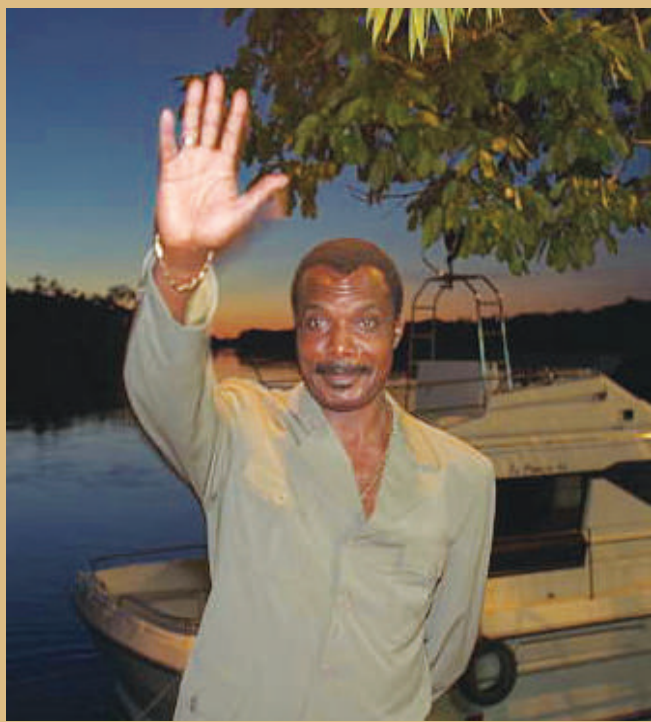
Le colonel Denis Sassou N'Guesso sur une plateforme pétrolière en 1988



Chapitre 3

de l'armée. Avec Marien Ngouabi (troisième Président de la République du Congo, après Fulbert Youlou et Alphonse Massamba-Debat), il participe au mouvement du 31 juillet 1968 qui aboutira, un an plus tard, à la création du Parti Congolais du Travail (PCT) dont il est l'un des membres fondateurs. Elu au Comité Central du Parti, il entre au Bureau Politique du PCT, en 1970.

Promu Capitaine en 1968, Commandant en 1973, Colonel en 1978 et Général d'Armée, il est,



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Guesso à Oyo après son retrait du pouvoir

successivement, Commandant du Groupement Aéroporté de Brazzaville, Commandant de la zone militaire de Brazzaville, Commandant des Forces Terrestres. En décembre 1975, un réaménagement du directoire politique aboutit à la création d'un État-Major Spécial Révolutionnaire du PCT le reconduit comme Secrétaire du Comité Central chargé de la commission permanente à l'armée, poste qu'il assume depuis 1972. Après la mort du Président Marien Ngouabi, le 18 mars 1977, Denis Sassou N'Guesso devient Vice-président du Comité Militaire du Parti (CMP) chargé des activités du PCT, Ministre de la défense et de la sécurité.

Il est élu Président du Comité Central du PCT, le 5 février 1979, au cours d'une session extraordinaire

du Comité Central du Parti qui a mis un terme au Comité Militaire du Parti (CMP), directoire politique provisoire, institué au lendemain de la mort du Président Marien Ngouabi.

Le troisième Congrès extraordinaire de mars 1979, confirme son élection à la tête du Parti et, par conséquent, à celle de l'Etat. Elu 23ème Président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en juillet 1986, il initie plusieurs actions, entre autres : la création du Fonds Africa; le premier symposium international des écrivains pour lutter efficacement contre le régime d'apartheid, en mai 1987 à Brazzaville.

Ayant marqué de manière particulière l'Afrique et le monde, l'engagement et les actions de Denis Sassou-N'Guesso au cours de son mandat à la tête de l'OUA



Denis Sassou N'Guesso promu général d'Armée en 1989



Chapitre 3



Denis Sassou N'Guesso et Nelson Mandela

ont conduit les parties en conflit et devant l'enlèvement des négociations quadripartites (Etats-Unis, Angola, Cuba et Afrique du Sud) a opté, unanimement, pour que Brazzaville abrite ces négociations qui aboutiront, le 13 décembre 1988, à la signature de l'historique protocole de Brazzaville. Ce protocole consacre l'indépendance de la Namibie, le retrait

des troupes sud-africaines et cubaines d'Angola, la fin de l'apartheid, la libération de Nelson Mandela et l'avènement de la nouvelle Afrique du Sud.

En 1990, sa capacité d'adaptation aux situations amène Denis Sassou-N'Guesso à ouvrir le pays à la démocratie multipartite. En 1991, il accepte la tenue



Denis Sassou N'Guesso, le retour à Brazzaville (1997)



Chapitre 3

de la conférence nationale souveraine qui débouche sur une cohabitation politique qu'il assume jusqu'à l'organisation, en 1992, des élections démocratiques, à l'issue desquelles il se retire des rênes du pouvoir pour faire place à l'alternance.

En 1997, le pouvoir en place refusant l'organisation normale des élections présidentielles, entraîne le pays dans une guerre civile qui durera du 5 juin au 15 octobre 1997. Il revient au pouvoir à l'issue de la guerre du 5 juin 1997 avec sa constante ambition de réconcilier le peuple avec lui-même. Une fois de plus, il institue deux cadres de concertation de manière à créer les conditions permissives d'un environnement de paix et de sécurité durables. Il s'agit du Forum national pour la réconciliation, l'unité et la reconstruction du Congo, en 1998, et le Dialogue national sans exclusive, en 2001.

Le 20 janvier 2002, soucieux de favoriser un nouveau cadre politique et institutionnel, afin de permettre une large expression du peuple, il organise un référendum

qui aboutit à l'adoption d'une nouvelle constitution. Le 10 mars, Denis Sassou-N'Guesso est élu Président de la République pour un mandat de sept ans.

En juillet 2003, toujours au fait des problèmes de l'Afrique et interpellé par de nombreux conflits qui déstabilisent le continent, Denis Sassou-N'Guesso fait adopter, lors d'une réunion de l'Union Africaine à Maputo, au Mozambique, une doctrine pour la Sécurité et la Paix dénommée «Pacte de non-agression et de Défense Commune». Une estime de plus qui lui vaut d'être désigné, pour la deuxième fois, Président en exercice de l'Union Africaine, le 24 janvier 2006 à Khartoum.

Le 12 juillet 2009, il est réélu Président de la République pour un mandat de sept ans. En janvier 2010, il est élu Président en exercice de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), à l'issue des travaux de la 10ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État, tenue à Bangui.



Denis Sassou N'Guesso, la prestation de serment, 25 Octobre 1997



Chapitre 3

En 2011, l'Union Africaine lui confie la mission de préparer la position commune de l'Afrique et d'en être le porte-parole au Sommet de Rio+20. En 2013, il participe, avec les chefs d'État de plusieurs pays, au Sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique. La même année, il est désigné, par ses pairs de la CEEAC, Médiateur pour la résolution de la crise en République Centrafricaine. En 2014, le débat sur l'évolution des institutions de la République s'invite dans toutes les couches de la société congolaise. La classe politique s'empare de la question du changement ou non de la constitution en vigueur.

En mai 2015, Denis Sassou N'Guesso entreprend, à ce sujet, une série de consultations avec la classe politique et l'ensemble des forces vives de la Nation. Ces consultations ont abouti à la convocation du « Dialogue National Inclusive », tenu à Sibiti en juillet de la même année. S'appuyant sur les recommandations de ce dialogue, il convoque le peuple à un référendum constitutionnel qui s'est tenu, le 25 octobre 2015.

Une nouvelle Constitution est votée. Promulguée le 6 novembre 2015, cette Constitution consacre l'entrée du Congo dans la 6^{ème} République.

En mars 2016, Denis Sassou-N'Guesso est élu Président de «la Nouvelle République», pour un mandat de cinq ans, à l'issue du scrutin présidentiel du 20 mars 2016. En septembre 2017, Denis Sassou-N'Guesso reçoit la «Médaille Amilcar Cabral», la décoration nationale de la Guinée Bissau pour son implication dans la résolution de la crise en Guinée Bissau.

En 2021, le Président est réélu pour un nouveau mandat de cinq ans. Dès lors, Denis Sassou-N'Guesso a multiplié son implication dans de nombreux dossiers nationaux et internationaux : les lois votées pour une nouvelle dynamique économique autour des partenariats public-privé ; la crise en Libye ; la COP27 ; le parrainage du CIAN 2023 ou encore le Sommet des 3 bassins forestiers tropicaux (novembre 2023) et l'enjeu sous-jacent de la protection des forêts.



Denis Sassou N'Guesso et François Mitterrand



Chapitre 3

En effet, le Président Denis Sassou-N'Guesso est le premier chef d'état à avoir instauré la journée nationale de l'arbre en République du Congo. Il est aussi à l'origine de la création d'un service national de reboisement (SNR) afin de verdir davantage le territoire national. Mais, également, il est à l'initiateur du Fond Bleu pour le Bassin du Congo.

Il consacre une attention particulière à la stabilité institutionnelle et à la paix dans son pays, creuset de toute dynamique économique. Il porte la même attention à l'éducation ; comme il veille à la modernisation des infrastructures ; au développement de l'agriculture, ainsi qu'au développement d'un véritable éco-tourisme.

Le 07 juillet 2022 à Dakar, le président Denis Sassou-N'Guesso a été élevé par son homologue sénégalais, Macky Sall, à la Dignité de Grand-Croix dans l'Ordre National du Lion, la plus haute distinction du Sénégal.

Le 12 juin 2023 à Abidjan, il a été élevé à la Dignité de Grand-Croix de l'Ordre National de la Côte d'Ivoire, devenant ainsi le premier chef d'Etat africain à obtenir cette distinction, en dehors des présidents ivoiriens eux-mêmes.

Le 21 juillet 2023, à Kigali, il est élevé à la Dignité de l'Ordre National d'Honneur du Rwanda.

Le 11 mai 2024, à Oyo, dans le département de la cuvette, il reçoit le prix Paul Bourdarie de l'Académie



Denis Sassou N'Guesso et Jacques Chirac



Chapitre 3

des sciences d'Outre-Mer, pour ses efforts dans la lutte pour la préservation de l'environnement.

Le 27 juin 2024, à Moscou, lors d'une visite d'Etat coïncidant avec la célébration du 60ème anniversaire de la coopération Congo-Russie, il est gratifié, par son homologue Son Excellence, Monsieur Vladimir Poutine, de la médaille de l'Ordre d'Honneur, la plus haute distinction de la Fédération de Russie. Ce, en raison de son implication au rayonnement et au renforcement de la coopération entre le Congo et la Russie.

Le 29 juin, à Saint-Petersbourg en Russie, à l'occasion de la même visite d'Etat, il est fait Docteur Honoris Causa par l'Institut National de Recherche des Hautes Études Économiques de Saint-Petersbourg.

Du 03 au 05 juillet 2024, toujours préoccupé par le combat pour la survie de l'humanité, en ce qui concerne l'urgence climatique et l'avenir des forêts

mondiales, il organise à Kintélé (République du Congo), la première conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement (CIAR).

Le 11 novembre 2025, Denis Sassou N'Guesso a été élevé à la Classe d'Honneur de l'Angola. Cette plus haute distinction lui a été décernée lors d'une visite d'Etat qu'il a effectuée à Luanda, en marge de la célébration du 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Angola.

En mars 2026, il est réélu président de la République du Congo avec 94,90% des suffrages. Il a prêté serment, le 16 avril de la même année, pour un nouveau mandat de 5 ans, axé sur la modernisation, la diversification économique et le panafricanisme. Son nouveau projet de société est intitulé l'accélération de la marche vers le développement.



Les Présidents Denis Sassou N'Guesso et Georges W. Bush



Chapitre 3



Le Pape Jean-Paul II est accueilli par le président Denis Sassou N'Guesso lors de la tournée pastorale en Afrique le 5 mai 1980.



George H.W. Bush, Denis Sassou-N'Guesso



Le Président Denis Sassou N'Guesso décoré de la plus haute distinction du CAMES

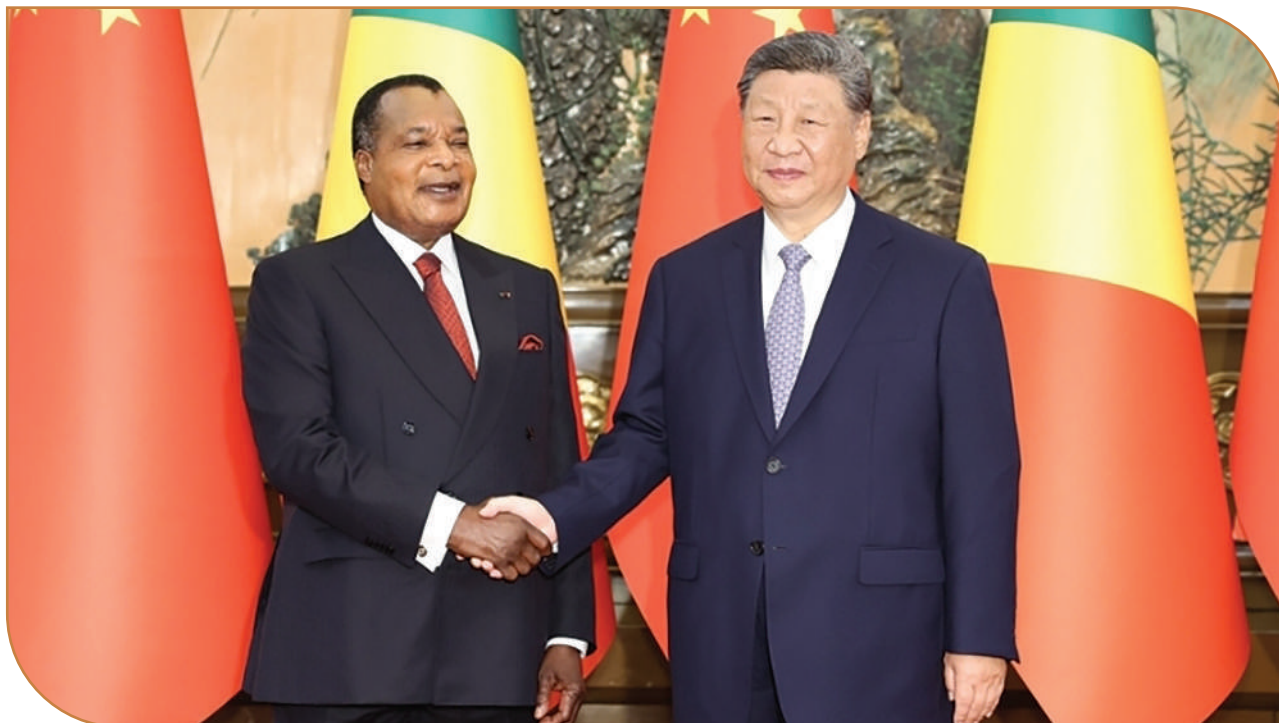


Le Président Denis Sassou N'Guesso recevant la médaille de la paix



Chapitre 4

QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (2025-2026)



le Président Denis Sassou N'Guesso et son homologue chinois, Xi Jinping



Le Président Denis Sassou N'Guesso entouré de ses homologues gabonais et centrafricain lors de la table ronde sur le Fonds bleu



Chapitre 4

QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (2025-2026)



Le Président Denis Sassou N'Guesso avec son homologue Russe et leurs délégations



Le Président Denis Sassou N'Guesso avec son homologue Malgache à Oyo



Chapitre 4

QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (2025-2026)



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Gusso, a reçu son homologue Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, de la République Démocratique du Congo.

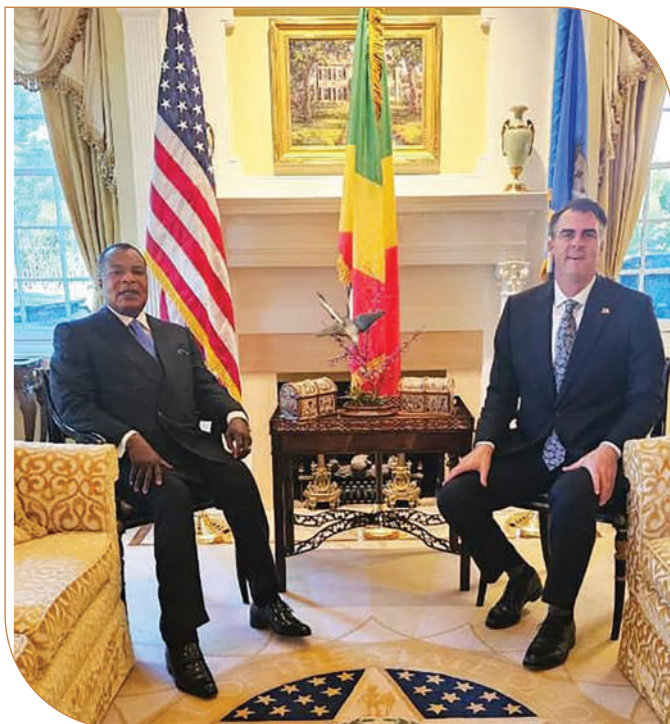


Le Président de la République, Denis Sassou-N'Gusso, succède à son homologue centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, à la tête de l'organisation sous-régionale.



Chapitre 4

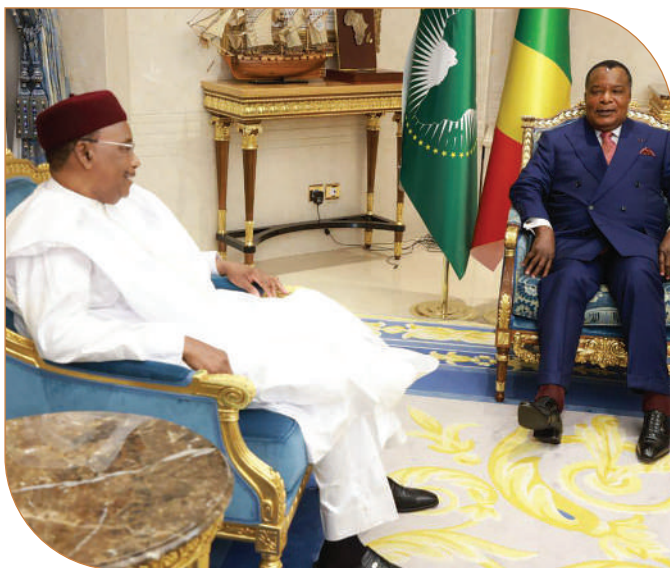
QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (2025-2026)



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Gusso et Kevin Stitt, Gouverneur de l'Oklahoma aux Etats-Unis d'Amérique,



Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N'Gusso, a reçu en audience, ce Mardi 08 juillet 2025, à sa résidence du plateau, M. Elisabeth Camille, Maire de Pointe-Noire (Guadeloupe). Au centre de leurs échanges, le jumelage des villes de Pointe-Noire (Guadeloupe) et Pointe-Noire (République du Congo).



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Gusso, a reçu en audience, ce Mardi 21 octobre 2025, à sa résidence du plateau, Mahamadou Issoufou, ancien Président de la République du Niger



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Gusso, s'est entretenu, à New-York, avec Madame Anne Hidalgo, Maire de Paris, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.



Chapitre 4

QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (2025-2026)



Le Président Denis Sassou N'Guesso a participé à la 26ème session ordinaire de la conférence des chefs d'État de la CEEAC à Malabo



Le Président Denis Sassou N'Guesso au sommet de la CIRGL à Kinshasa



Chapitre 4

QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (2025-2026)



Le Président Denis Sassou N’Guesso au sommet de la CIRGL à Kinshasa



Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N’Guesso, a échangé, ce Jeudi 27 février 2025, à sa résidence du plateau, avec une délégation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (RDC).



Chapitre 4

QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (2025-2026)



*Cérémonie des honneurs militaires au Président de la République,
Son Excellence Monsieur Denis Sassou-N'Guesso, à l'hôtel national des Invalides.*



*Le Président de la République, Denis Sassou-N'Guesso, a assisté, ce vendredi 09 mai 2025,
à la place rouge de Moscou, au défilé militaire, à l'occasion du 80^e anniversaire de la fin
de la seconde guerre mondiale.*



Chapitre 4

QUELQUES ACTIVITES DIPLOMATIQUES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (2025-2026)



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Guesso et le Chef de l'Etat émirati, le Prince Cheikh Mohamed Bin Zayed Al Nahyan, à Abu Dhabi.



Le Président de la République, Denis Sassou-N'Guesso, a reçu en audience, ce Samedi 18 janvier 2025, au palais du peuple, Huang XIA, envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs.



Chapitre 7

LES ACTIVITÉS DE LA PREMIÈRE DAME EN 2025

Célébration des festivités de la journée internationale des droits de femme à Djambala (département des Plateaux)





Chapitre 7



Cérémonie d'inauguration de la Maison Paroissiale «Saint-Anne» à Brazzaville





Chapitre 7





Chapitre 7

Remise de dons par Madame Antoinette Sassou-N'Guesso à Djambala en marge de la journée du 8 mars 2025





Chapitre 7

Remise de jouets aux enfants pour la fête de Noël par Madame Antoinette Sassou-N'Guesso





ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DES FINANCES PUBLIQUES

UN IMPÉRATIF D'EFFICACITÉ POUR UNE ACTION PUBLIQUE CRÉDIBLE ET SOUTENABLE



Christian YOKA, Ministre des Finances,
du Budget et du Portefeuille Public

La République du Congo a engagé, sous l'impulsion du Président de la République, Denis SASSOU-N'GUESO, une transformation en profondeur de la gestion de ses finances publiques.

L'objectif est de permettre à l'État de mobiliser pleinement ses ressources, de maîtriser ses dépenses et d'assurer une gestion transparente et efficace au service des citoyens.

Cette orientation s'inscrit dans les priorités régionales de la CEMAC, réaffirmées lors du Sommet des Chefs d'Etat du 22 janvier 2026 à Brazzaville, et constitue un axe structurant du projet présidentiel. Les lois de finances 2025 et 2026 en assurent le financement et le cadre légal.

Une dynamique de réforme à amplifier pour franchir un cap décisif

Des réformes importantes ont été initiées pour moderniser la gestion des finances publiques : amélioration des systèmes budgétaires, modernisation des systèmes d'information des administrations fiscale et douanière, développement de services numériques pour les usagers et renforcement de l'interconnexion des administrations.

Ces avancées ont permis de structurer les premiers outils de modernisation de l'État. Toutefois, les résultats restent encore partiels : les systèmes demeurent insuffisamment interconnectés, les procédures encore largement manuelles et la centralisation des ressources publiques inachevée.

L'enjeu n'est plus d'expérimenter, mais de changer d'échelle.



Visite guidée du Ministre Christian YOKA à la Direction générale des institutions financières nationales (DGIFN)

Une transformation fondée sur une logique simple et intégrée

La réforme repose sur un principe structurant : identifier chaque usager, sécuriser chaque paiement, centraliser chaque ressource publique et assurer un pilotage en temps réel par le Trésor.

Cette approche vise à passer d'un système fragmenté et peu traçable à un système intégré, dans lequel chaque opération financière est enregistrée, sécurisée et pilotée.

Accélération : quatre priorités structurantes pour 2026-2027

La transformation s'articule autour de quatre priorités complémentaires, conçues comme un système cohérent.



Enrôlement pour l'obtention du NIU à Mpila (Brazzaville)

1. Sécuriser et optimiser les recettes de l'État

La mise en place d'un canal unique de paiement électronique permettra aux contribuables de s'acquitter de leurs obligations fiscales et douanières simplement, sans déplacement, depuis leur compte bancaire ou leur téléphone mobile. Parallèlement, la généralisation de l'enregistrement numérique des contribuables créera les conditions d'un élargissement progressif de l'assiette fiscale.

2. Centralisation effective de la trésorerie publique

La mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT) mettra fin à la dispersion des ressources publiques dans les circuits bancaires commerciaux et permettra à l'État de piloter activement sa trésorerie.

3. Renforcer le rôle du Trésor dans la gestion publique

Le Trésor public développera des services de gestion de compte pour les administrations et entités publiques — établissements publics, collectivités locales — créant ainsi les conditions d'un rapatriement progressif des fonds publics vers le Trésor.

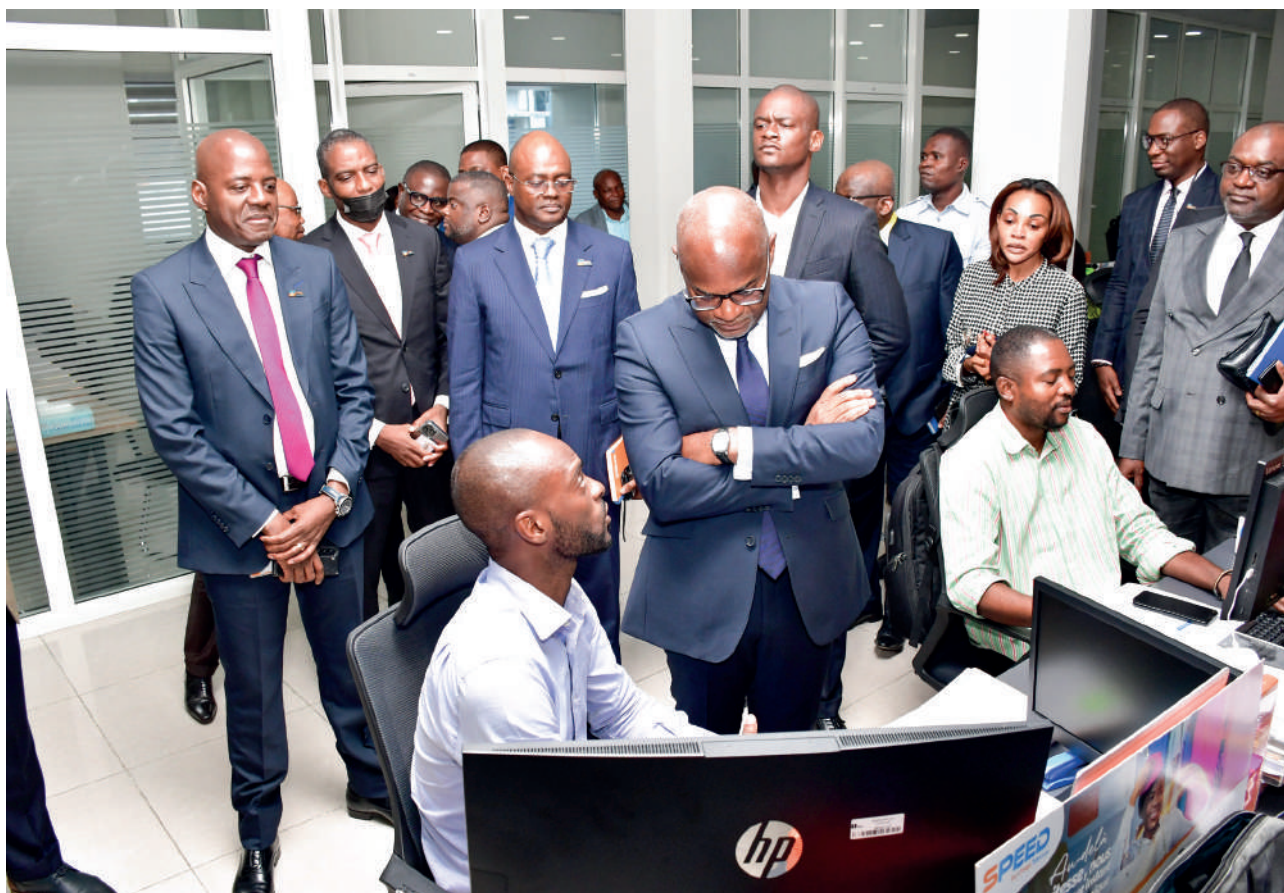
4. Généraliser la dématérialisation des procédures

La dématérialisation des procédures fiscales, douanières et budgétaires — notamment la certification électronique des factures, la déclaration en ligne et le contrôle automatisé — permettra de simplifier les démarches, de réduire les délais et de fiabiliser les opérations.

Ces priorités sont interdépendantes : leur efficacité repose sur leur mise en œuvre coordonnée au sein d'un système intégré.



Déscente du Ministre des Finances au Data center du GUOT à Pointe-Noire



Le Ministre Christian YOKA à l'écoute des agents de Congo Télécom

Des impacts structurants et durables

Cette transformation permettra à l'État de reprendre le contrôle de ses flux financiers, d'accroître durablement ses recettes, de fiabiliser l'exécution de la dépense publique, d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers et de renforcer sa crédibilité financière vis-à-vis de ses partenaires.

Elle permettra surtout de garantir que chaque ressource due à l'État est effectivement collectée et sécurisée.

Les premiers effets sont attendus dès le second semestre 2026, avec une montée en puissance en 2027.

Une réforme au cœur du projet présidentiel

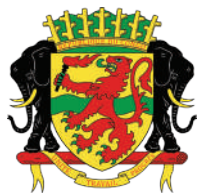
La transformation numérique de la gestion des finances publiques n'est pas une réforme technique. C'est une décision stratégique au service de la souveraineté de l'État.

Elle vise à doter la puissance publique de moyens de maîtriser ses ressources, de piloter son action et de rendre compte efficacement aux citoyens.

À l'horizon 2026-2027, elle constitue l'un des leviers les plus structurants pour bâtir un État moderne, efficace et pleinement souverain.



Visite d'une salle de formation de l'ACS



RÉPUBLIQUE DU CONGO

Unité - Travail - Progrès



MINISTÈRE DES HYDROCARBURES



Steve Simplicite Onanga
Ministre des Hydrocarbures

Au cours de la période 2021–2025, le secteur des hydrocarbures de la République du Congo a franchi une étape décisive de son histoire. Conformément à la vision éclairée de **Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO**, Président de la République, Chef de l'État, nous avons conduit d'importantes réformes structurelles afin de moderniser notre ministère, de renforcer notre gouvernance et d'inscrire nos ressources énergétiques au cœur de la relance économique et du développement durable.

La réorganisation administrative, avec la création de l'Inspection générale et de directions générales spécialisées, a permis de doter notre ministère d'une architecture moderne et adaptée aux défis contemporains. Parallèlement, la digitalisation des outils de suivi, la mise en place de plateformes de transparence et l'accent porté sur la formation de notre capital humain ont renforcé notre efficacité et notre crédibilité.

Sur le plan opérationnel, nous avons réussi à restaurer la confiance avec nos partenaires traditionnels tout en attirant de nouveaux investisseurs. Treize permis d'exploration et plusieurs CPP ont été conclus, parmi lesquels Loango III, Zatchi III, Marine XXIX-A, Nanga V, Ikalou II ou encore Conkouati. Ces signatures, conjuguées au redéveloppement des champs matures, marquent le retour du Congo sur une trajectoire ascendante de production.

L'avènement du projet Congo LNG et la montée en puissance des projets gaziers, en particulier ceux opérés par ENI et Wing Wah, traduisent notre volonté d'inscrire le gaz au cœur de la transition énergétique et de faire du Congo une puissance régionale émergente dans ce domaine. De même, la redynamisation de l'aval pétrolier, avec la construction d'une nouvelle raffinerie et la création de la société Pipeline du Congo, vise à sécuriser notre approvisionnement national et à réduire notre dépendance aux importations.

Sur le plan international, nous avons eu l'honneur de porter haut la voix de notre pays à l'OPEP en 2022 et au nom de l'APPO en 2025, contribuant à renforcer l'image et le rôle du Congo dans les grandes concertations énergétiques mondiales. Les résultats obtenus constituent un socle solide pour l'avenir. Mais nous sommes conscients que de nombreux défis demeurent :

- 1- **Atteindre l'objectif stratégique de 500 000 barils équivalent pétrole par jour d'ici 2030 ;**
- 2- **Finaliser l'adoption du Code gazier ;**
- 3- **Mettre en œuvre les nouvelles phases du projet Congo LNG et du projet intégré de Banga Kayo ;**
- 4- **Consolider la place du Congo comme acteur majeur de l'énergie en Afrique et dans le monde.**

Ces résultats illustrent parfaitement le chemin parcouru et la vision qui guide notre action : faire du secteur des hydrocarbures un levier de prospérité nationale, de diversification économique et de transition énergétique.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à **Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO**, Président de la République, Chef de l'État, pour la vision, la confiance et l'impulsion qu'il a données à cette dynamique de transformation du secteur des hydrocarbures. Nous adressons également nos vifs remerciements à **Monsieur Anatole Collinet MAKOSSO**, Premier

Ministre, Chef du Gouvernement, pour son accompagnement constant et permanent dans la mise en œuvre des orientations présidentielles, ainsi qu'à nos collègues membres du Gouvernement pour leur esprit de collaboration et leur engagement dans la réussite de notre action collective.

Nos remerciements vont aussi à l'Assemblée Nationale et au Sénat, dont l'appui législatif à travers l'adoption des lois, avenants et textes structurants, a permis de consolider le cadre juridique et institutionnel du secteur. Nous exprimons par ailleurs notre reconnaissance à nos collaborateurs, à l'ensemble des cadres, agents et experts du Ministère des Hydrocarbures, pour leur dévouement, leur professionnalisme et leur sens du service public.

Enfin, nous rendons hommage à nos partenaires techniques et financiers, ainsi qu'à tous les acteurs nationaux et internationaux de la filière pétrolière et gazière, dont la coopération, la confiance et l'engagement à nos côtés contribuent chaque jour à bâtir un avenir énergétique solide, compétitif et durable pour la République du Congo. Avec détermination et engagement, nous continuerons à œuvrer pour que chaque ressource de notre sous-sol se transforme en richesse partagée et en développement pour le Congo et pour les générations futures.







Ministère des Hydrocarbures : Bruno Jean Richard Itoua cède le témoin à Stev Simplicie Onanga



Après cinq années à la tête du ministère des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua a officiellement passé le relais, le 5 mai à Brazzaville, à l'entrant Stev Simplicie Onanga. Un bilan jugé encourageant pour le ministre sortant, tandis que de nombreux défis attendent le nouveau.



BILAN 2021-2026



VISION ET CONTEXTE GÉNÉRAL

Avec 23,5 millions d'hectares de forêts couvrant 69 % du territoire national, la République du Congo dispose d'un patrimoine forestier exceptionnel, représentant près de 10 % des forêts du Bassin du Congo. Son taux de déforestation, parmi les plus faibles au monde, confère au pays un rôle stratégique dans la lutte contre le changement climatique.

Entre 2021 et 2026, le Ministère de l'Économie Forestière a conduit une politique ambitieuse visant à faire du secteur forestier un pilier du développement durable, alliant protection de l'environnement, croissance économique verte et amélioration des conditions de vie des populations.



GOVERNANCE ET RÉFORMES STRUCTURANTES



La mise en œuvre de la loi n°33-2020 du 8 juillet 2020 a marqué une étape décisive dans la modernisation de la gouvernance forestière. Les principales réformes ont porté sur le renforcement de la gestion durable des forêts, l'interdiction de l'exportation des grumes afin de promouvoir la transformation locale, la promotion du contenu local et l'instauration du partage de la production forestière entre l'État et les concessionnaires.

Ces réformes ont permis des résultats concrets : près de 9 millions d'hectares de forêts aménagées, 4 millions d'hectares certifiés, le déploiement du système national de vérification de la légalité forestière et l'enregistrement de nouvelles unités de transformation du bois.





DIPLOMATIE ENVIRONNEMENTALE ET BIODIVERSITÉ



La période 2021–2026 a été marquée par le renforcement du rôle du Congo sur la scène internationale en matière de diplomatie environnementale. Le pays a participé activement aux grandes conférences internationales sur le climat et a mobilisé des partenariats stratégiques avec des bailleurs et institutions multilatérales.

Cette dynamique a conduit à des avancées majeures, notamment l'organisation à Brazzaville de la première Conférence internationale sur l'afforestation et le reboisement, l'adoption par les Nations Unies de la Décennie mondiale pour le boisement et le reboisement et l'inscription du massif forestier d'Odzala-Kokoua au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

En matière de biodiversité, le Congo dispose de 19 aires protégées couvrant plus de 13 % du territoire national, dont des parcs nationaux et des aires marines protégées bénéficiant de mécanismes de cogestion reconnus.





AFFORESTATION, IMPACT SOCIAL ET PERSPECTIVES

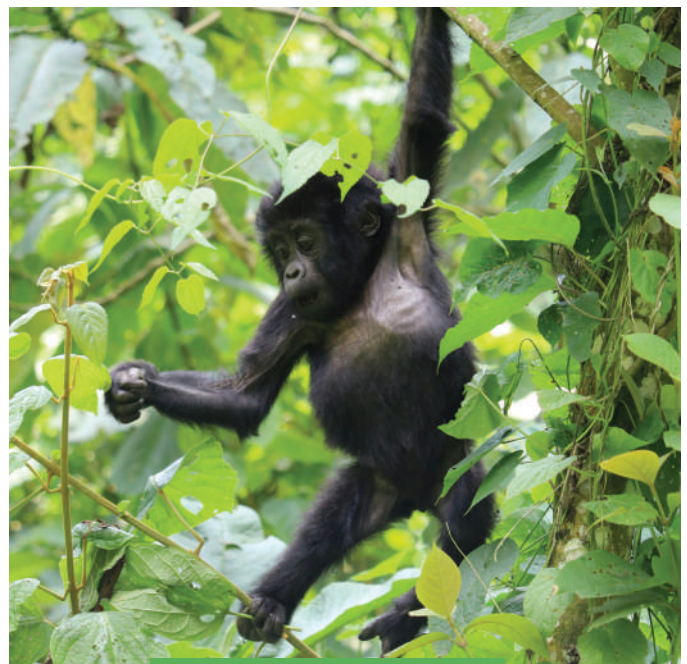


À travers le Programme National d'Afforestation et de Reboisement (PRONAR), le Congo a engagé une dynamique ambitieuse de restauration des paysages forestiers. Plus de 16 000 hectares de plantations forestières et agroforestières ont été mis en place, avec près de 2 millions de plants mis en terre.



Ces actions ont généré des impacts sociaux significatifs : accompagnement de plus de 3 400 ménages ruraux, développement d'activités génératrices de revenus, expérimentation des paiements pour services environnementaux et contribution du secteur forestier à hauteur de 5,6 % du PIB national.

À l'horizon 2027 et au-delà, le secteur forestier congolais s'affirme comme un levier stratégique de souveraineté climatique, de croissance verte et de cohésion sociale.



Cap sur l'expérience du Congo dans le Deep Water et la valorisation des champs matures

Depuis plus de cinquante ans, TotalEnergies EP Congo accompagne la République du Congo dans la valorisation de ses ressources pétrolières, contribuant à son développement énergétique et à son rayonnement en Afrique centrale. De la première plateforme offshore Émeraude en 1969 à Likouf en 2017, en passant par des projets emblématiques comme Yanga-Sendji (1980) et Moho Bilondo (2008), l'entreprise a constamment repoussé les limites technologiques, plaçant le pays parmi les producteurs d'hydrocarbures de référence.

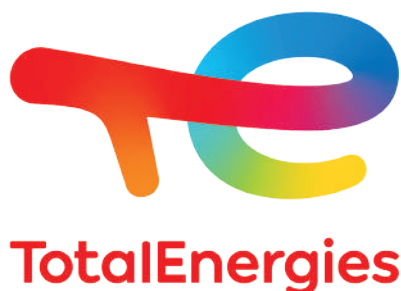
Cette réussite repose sur l'engagement des équipes et un partenariat solide avec l'État congolais, permettant la réalisation de projets innovants et ambitieux ainsi que l'exploitation des assets matures qui constituent un enjeu stratégique pour TEPC : maintien de l'intégrité, performance opérationnelle dans le respect des standards HSE, maîtrise des coûts et réduction de l'empreinte carbone.

Aujourd'hui, la stratégie se concentre sur l'offshore profond, domaine d'expertise de

TotalEnergies en Afrique tout en exploitant durablement les actifs matures.

L'entrée dans le permis d'exploration Nzombo, en partenariat avec SNPC et QatarEnergy, illustre cette orientation.

L'esprit pionnier, socle des ambitions futures, continuera de guider l'innovation et l'exploration de nouveaux territoires énergétiques.





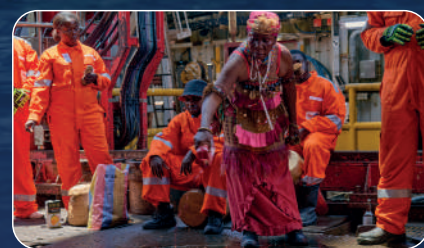
Nzombo : un nouveau chapitre pour l'exploration offshore au Congo

TotalEnergies EP Congo, en partenariat avec QatarEnergy (35 %) et la SNPC (15 %), a obtenu le permis d'exploration Nzombo, situé à 100 km au large de Pointe-Noire et couvrant 1000 km², à proximité du permis Moho. Ce projet s'inscrit dans la stratégie d'élargissement de son portefeuille d'exploration et illustre la collaboration étroite avec les autorités congolaises.

L'obtention du permis, la signature du Contrat

de Partage de Production et la validation de l'étude d'impact environnemental et social ont été réalisées en moins de neuf mois. Après la validation de l'étude d'impact environnemental et social, les forages ont démarré en novembre 2025 avec le retour du drillship Tungsten Explorer, rénové pour garantir performance et sécurité.

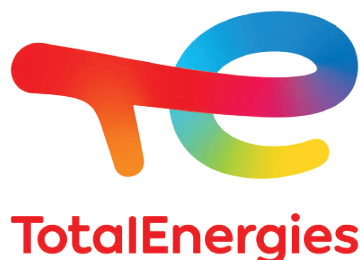
Le lancement des opérations a été marqué par une cérémonie de bénédiction avec le Conseil



La cérémonie de bénédiction

des Sages du Kouilou et un Safety Stand-down pour aligner les équipes sur les objectifs HSE.

Une nouvelle page s'ouvre ainsi pour le bloc Nzombo, portée par l'expertise des équipes, l'esprit pionnier de la Compagnie et une ambition partagée de préparer durablement l'avenir énergétique du Congo.



TotalEnergies EP Congo : un engagement pour la Neutralité Carbone

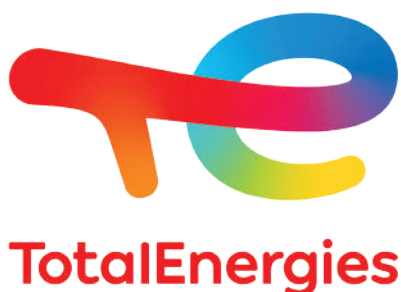


Les collaborateurs de TotalEnergies EP Congo

Le 6 novembre 2025, TotalEnergies EP Congo a participé à la 39^{ème} Journée Nationale de l'Arbre, placée sous le thème « **Un arbre, une forêt, une plantation, pour un Congo florissant** ». Dans le cadre de son ambition Net Zéro Carbone à l'horizon 2050, portée par les cinq leviers de la Sustainability, l'entreprise a réaffirmé son engagement sociétal en offrant 300 plants aux autorités locales et en prenant part à une opération de plantation à Pointe-Noire, aux côtés de son directeur général Éric Delattre et des collaborateurs.



Éric Delattre, Directeur Général de TotalEnergies EP Congo
& Evelyne Tchichelle, Présidente du Conseil départemental et
municipal de Pointe-Noire et maire de la ville



Les Journées Portes Ouvertes des Sociétés Privées Nationales



Visite des stands par Eric Delattre, Directeur Général de TotalEnergies EP Congo & Éveline Tchichelle, Présidente du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire et maire de la ville



Discours du Directeur Général

Le tissu industriel local est un levier majeur pour un avenir économique durable.

En ligne avec la politique du contenu local de la Compagnie, TotalEnergies EP Congo a organisé les 13 et 14 octobre 2025, la 3ème édition des journées portes ouvertes aux Sociétés Privées Nationales.

Cet évènement riche en opportunités a connu un succès avec une participation de 44 entreprises et plus de 1700 visiteurs.



TotalEnergies



Monsieur Ominga, vous venez d'être reconduit à la tête du groupe SNPC, une institution stratégique pour l'économie nationale et son développement. Comment percevez-vous ce renouvellement de confiance du Chef de l'État, et quelles en seront les nouvelles orientations prioritaires pour les prochaines années ?

Le décret 2025 - 424 du 15 octobre 2025 approuve les nouveaux statuts de la Société Nationale des Pétroles du Congo qui intègrent les énergies nouvelles et conformément aux nouveaux statuts, j'ai été nommé, par décret n°2025-425 du 16 octobre 2025 signé du Président de la République, Directeur général de cette nouvelle société.

Je tiens une fois de plus à remercier le Chef de l'État pour la confiance tout en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'une lourde responsabilité nécessitant un sens accru du devoir pour l'ambition de rendre plus compétitive la SNPC.

Cette orientation s'inscrit dans la vision de Son Excellence Monsieur Denis Sassou Nguesso qui fait de la transition énergétique un levier de souveraineté et de développement durable pour le Congo.

Ma nomination oscille entre continuité et nouvel élan et est considéré indubitablement comme un défi, celui de l'assurance d'une gestion optimale des ressources

pétrolières et gazières, tout en positionnant la SNPC sur les nouveaux vecteurs énergétiques qui intègrent des pratiques durables dont la stratégie « Zéro Gas Flaring », pour une transition énergétique responsable à savoir, le gaz, l'hydrogène, les biocarburants et les énergies nouvelles.

Je peux aisément affirmer que dans le prochain programme de société à mettre en place, les priorités de cette nouvelle société se baseront sur le renforcement des compétences du personnel du Groupe SNPC, l'exploration et la production des permis qui soutiennent l'indépendance énergétique, la digitalisation des processus, la poursuite de la campagne de planting d'arbre pour le projet Eco zamba ainsi que le renforcement du contrôle interne pour une meilleure gestion et transparence.

La SNPC joue un rôle central dans la mise en œuvre de la politique pétrolière nationale et dans la valorisation du potentiel congolais. Quels sont aujourd'hui les principaux défis auxquels la société doit faire face pour renforcer la souveraineté énergétique du Congo ?

La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), fondée en 1998, est un pilier stratégique du secteur énergétique congolais, contribuant à plus de 75 % des revenus de l'État.

Intégrée sur l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures, elle opère dans l'exploration, la production, le raffinage et la distribution via ses filiales et avec des partenaires internationaux.

Animée par une vision claire, la SNPC s'engage à moderniser ses infrastructures, à augmenter sa capacité de production et à adopter la transition énergétique. Son objectif est de maximiser la performance de l'entreprise tout en restant fidèles à ses engagements envers l'État congolais et ses partenaires, en soutenant activement les initiatives de développement durable et en favorisant l'innovation dans son secteur. Au travers de sa fondation, elle œuvre, dans le domaine de la santé, l'éducation, le sport et le développement communautaire pour améliorer les conditions de vie des Congolais.

Dans un contexte marqué par la concurrence des nouveaux producteurs africains, la pression environnementale et la reconfiguration du secteur des hydrocarbures, la SNPC doit évoluer autour de trois axes :

- Premier axe : contribuer à consolider la production existante. Il s'agit de freiner la baisse naturelle de la production par une meilleure valorisation des actifs, une optimisation des coûts et un cadre contractuel plus lisible.
- Deuxième axe : accompagner l'État dans le renforcement de la confiance des investisseurs. Cet accompagnement repose sur la promotion d'un cadre réglementaire stable et lisible, sur une plus grande transparence des mécanismes fiscaux, ainsi que sur la professionnalisation des processus d'audit et de reporting, dans le respect des compétences et prérogatives de chaque institution.
- Troisième axe : être à l'avant-garde de la transition énergétique. Le développement du gaz, à travers Congo LNG, et l'ouverture vers les énergies renouvelables doivent devenir de véritables piliers économiques.

Ainsi, le rôle de la SNPC doit s'étendre à la création de nouveaux leviers de croissance durable, fondés sur l'innovation, la maîtrise technologique et la valorisation intégrée des ressources nationales.

Digitalisation, gouvernance, performance opérationnelle, contenu local : quels leviers la SNPC entend-elle activer pour moderniser ses opérations et améliorer durablement sa compétitivité dans un contexte international en mutation ?

La SNPC envisage un avenir robuste pour le secteur pétrolier au Congo, avec la poursuite des investissements dans les sources d'énergie traditionnelles et renouvelables. L'engagement de l'entreprise dans la transition vers une énergie plus propre, incluant des projets dans le gaz naturel, l'hydrogène et l'énergie solaire, reflète son adaptabilité au paysage énergétique mondial en évolution. Cela étant dit, nous constatons une baisse globale des budgets d'exploration et de produc-

tion, les grandes compagnies pétrolières réduisant leurs investissements. Cependant, au Congo, nous restons déterminés à exploiter nos ressources naturelles, essentielles à notre développement. La SNPC prend des initiatives pour atténuer l'impact de ces réductions en renforçant notre indépendance et en attirant de nouveaux investissements.

Pour la République du Congo, maintenir un niveau d'exploration et de production est crucial pour garantir la stabilité économique. Nous invitons les investisseurs internationaux à voir dans notre pays une opportunité unique de partenariat, avec un secteur pétrolier et gazier national engagé dans une gestion transparente et responsable.

À l'horizon 2026, année symbolisant le bilan de la mandature du Président de la République, quels projets structurants, innovations ou transformations ?

Nous avons eu l'honneur de procéder à l'inauguration du Complexe scolaire de la Liberté de Talangai sous le très haut patronage de son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République.

Le projet du Complexe scolaire de liberté a une valeur hautement symbolique car il illustre non seulement l'engagement fort en faveur de l'avenir de nos enfants et de l'éducation nationale mais aussi le savoir-faire, le respect, la discipline et la fierté congolaise.

Edifié sur un terrain de 3 hectares, le Complexe scolaire comporte 24 bâtiments pour 85 salles de classe avec une capacité d'accueil de 8500 élèves. Il a été construit en 3 mois (90 jours) par des sociétés congolaises, ce qui est un exploit méritant des éloges.

Par cette œuvre, la SNPC se positionne comme une solution aux défis de la Nation congolaise, ce qui est un bon exemple d'une responsabilité sociétale d'une entreprise !

Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, nous a également fait l'honneur d'inaugurer le lycée d'enseignement général Simon-Pierre KiKhoun-ga-Ngot de Louvakou, aux portes de la ville de Dolisie. Construit sur un périmètre de 6 ha, le lycée avec un internat de 500 lits est partie intégrante de la politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise de la SNPC.

Cet établissement devient ainsi le 12ème lycée de la République du Congo avec une capacité d'accueil de 500 élèves. Il a pour vocation de soulager les populations environnantes en quête de lycée d'enseignement général.

Dans le même ordre d'idée, la SNPC a entamé la construction simultanée de deux complexes scolaires à Brazzaville, celui de l'Amitié à Bacongo et Angola Libre à Makelekele. Ce sont encore une fois des projets d'envergure à l'image de la Tour SNPC de Pointe Noire qui sera livrée courant 2026 et le début des travaux de la polyclinique de la SNPC également à Pointe Noire.



Contact communication

Mme Guili Tsoumou Gavouka
guili.tsoumou@snp-cgroup.com
+242 06 627 7900



La mobilisation de tous pour un avenir qui se construit



- Localisation : République du Congo
- Champ Pétrolier : Mengo - Kundji - Bindi (MKB)
- Surface d'Exploitation : 700 km²

TRIDENT
OGX

RESPONSIBLE
ENERGY

Trident OGX Congo Sau

Immeuble le Tchilassi 5ème étage, 35 Rue Kouanga Makosso, Pointe Noire, République du Congo

+242 05 201 75 75 / +242 06 896 76 76 / contact@trident-ogx.com

RÉALISATIONS



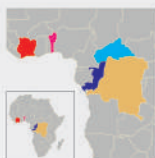
MBTP EN QUELQUES CHIFFRES

COLLABORATEURS



+ 900

PRÉSENCE EN AFRIQUE



5 PAYS

CERTIFICATION



ISO 9001 : 2015

500 VÉHICULES BTP

36 ANS D'EXPÉRIENCE

+250 PROJETS DANS DIVERS SECTEURS



BÂTIMENT & TRAVAUX PUBLICS ÉTUDE & DÉVELOPPEMENT TRANSPORT & LOGISTIQUE CENTRALE À BÉTON

QUI SOMMES-NOUS ?

MBTP est un acteur majeur dans la construction de bâtiments, de routes et d'infrastructures en République du Congo, en République Démocratique du Congo, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire et au Bénin. Au service de ces différents pays, **MBTP** met à la disposition de sa clientèle son expertise technique approfondie et reconnue dans la profession.

La force de **MBTP** réside dans son professionnalisme, sa connaissance métier approfondie et sa capacité à prendre en charge l'intégralité des projets, de la conception à la réalisation. Grâce à ses équipes qualifiées et à son parc d'équipements aussi vaste que performant, **MBTP** est en mesure de mener à bien les chantiers les plus complexes, tout en garantissant le respect des délais et des normes de qualité les plus exigeantes.

La société s'engage à fournir des solutions sur-mesure, innovantes et adaptées aux besoins spécifiques de chaque client. **MBTP** contribue ainsi au développement économique et à l'amélioration des infrastructures dans les pays où elle intervient.

PARCE QUE DEMAIN SE CONSTRUIT AUJOURD'HUI

POINTE-NOIRE : +242 05 777 76 66 | BRAZZAVILLE : +242 06 511 91 75 | ABIDJAN - CÔTE D'IVOIRE : +225 57 12 32 01 - info@mbtpsa.com



www.mbtpsa.com

P E R E N C O
C O N G O



C O N G O R E P



www.perenco.com

Perenco au Congo :

Un engagement durable au service du secteur énergétique national

Congorep et Perenco Congo sont les deux entités opérationnelles qui incarnent « Perenco au Congo ». Acteur clé du secteur pétrolier congolais depuis 2001, Perenco au Congo est un producteur indépendant d'hydrocarbures impliqué tout au long du cycle de vie des projets, de l'exploration à la mise hors service, grâce à une expertise interne couvrant tous les secteurs pétroliers en amont.

Chiffres clés



76 500 barils par jour
en moyenne en 2025



filiale d'un groupe
opérant dans 12 pays



15 permis opérés
dont 13 d'exploitation, 1 d'exploration, 1 non opéré



25 puits forés
entre 2021 et 2025



Une dynamique industrielle consolidée (2023–2025)

Sur la période récente, le développement des actifs s'est inscrit dans un cadre de stabilité contractuelle et de coopération étroite avec les autorités nationales.

En août 2025, le renouvellement des permis d'exploitation Likouala II et Ikalou II pour une durée de 20 ans a ouvert la voie à un programme d'investissement significatif à la fois en infrastructure, génération électrique, traitement d'eau et en forage avec 19 puits prévus – seulement pour ces deux permis – pour les dix prochaines années, contribuant ainsi au renforcement durable du secteur pétrolier national.

En parallèle, en matière d'opérations :

- ▲ Mise en service de Tchendo 2 (2023–2025), plateforme de valorisation du gaz (Likouala/PNGF) offrant une capacité électrique de 28,5 MW.
- ▲ Cinq nouveaux puits forés à Tchibouela Est (≈ 6 000 barils/jour).
- ▲ Mise en œuvre du projet Kombi 2.
- ▲ Depuis fin 2025 : arrivée du rig de forage Harima sur Emeraude pour un vaste programme de forage de 24 puits (en cours).
- ▲ Forages sur Masseko avec le rig de forage Axima (en cours).

Une action sociétale déployée sur l'ensemble du territoire

En complément de ses engagements en matière de formation et de contenu local, Perenco au Congo mène, avec les autorités locales et les services techniques compétents, des actions visant à renforcer l'accès aux services essentiels et à soutenir le développement des populations locales.

Santé :

- ▲ 8 776 dépistages réalisés entre 2023 et 2025 via le laboratoire mobile « TB-Free » (appui aux DDS de Pointe-Noire et du Kouilou).

- ▲ 2023 – 2024 : construction du CSI de Yanga, réhabilitation de l'hôpital de Madingo-Kâyes et construction du CSI de Souanké à 1 200 km de Pointe-Noire.
- ▲ Construction de l'hôpital d'Ollombo – Ibara Mbembe (livraison 2026).

Éducation & autonomisation économique :

- ▲ Soutien aux établissements scolaires et paramédicaux.
- ▲ Accompagnement structuré de la filière piscicole du Kouilou.



Investir dans les compétences nationales

Le renforcement du capital humain constitue également un axe majeur de la stratégie de Perenco au Congo.

En 2023, l'inauguration du Barge Training Center (BTC) Jean-Robert Ippet-Letembet en présence du Ministre des Hydrocarbures a marqué une étape importante. Depuis son déploiement, 1 071 agents ont été formés au Congo, contribuant au développement des compétences techniques nationales.



Le programme MBUMA (2024–2026) accompagne 12 jeunes ingénieurs congolais dans des parcours professionnalisants adaptés aux besoins opérationnels.

Ces initiatives s'inscrivent dans une coopération active avec plusieurs

établissements et institutions nationales, notamment : l'UMNG, l'UDSN, le Lycée d'Excellence DSN de Mbounda, l'UCAC-ICAM et le FONEA.

À travers ces partenariats, Perenco au Congo contribue au renforcement du contenu local et à la structuration

progressive d'un vivier de compétences nationales en adéquation avec les besoins du secteur des hydrocarbures.

Environnement :

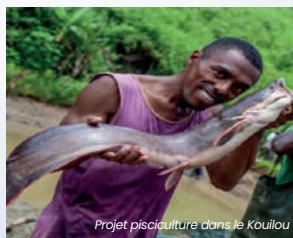
- ▲ Partenariat actif avec le parc Conkouati-Douli.
- ▲ Développement du projet de récifs artificiels "Rigs-to-Reefs", illustrant une approche responsable de la biodiversité marine.

Sur la période 2021–2025, marquée par la consolidation du cadre sectoriel et un dialogue constant entre acteurs publics et privés, Perenco au Congo a poursuivi ses investissements industriels et sociaux dans une logique de responsabilité, de coopération et d'ancrage territorial élargi, contribuant au développement énergétique durable de la République du Congo.

Agir au plus près des besoins des populations locales.



Hôpital de référence d'Ollombo - IBARA MBEMBE



Projet pisciculture dans le Kouilou



Projet Rigs-to-Reefs



Laboratoire TB-Free Perenco



Dans un contexte de transition énergétique mondiale et de montée des exigences environnementales, comment AMMAT Global Resources adapte-t-elle son modèle économique pour rester compétitive tout en contribuant aux engagements climatiques de la République du Congo ?

AMMAT Global Resources est un opérateur indépendant jeune qui a fait le choix d'une transition progressive et maîtrisée, fondée sur l'optimisation des actifs existants. L'entreprise a adopté un modèle intégré sur l'ensemble de la chaîne de valeur amont, permettant un meilleur contrôle des opérations, une performance technique accrue et une réduction continue de l'empreinte carbone.

AMMAT investit dans la modernisation des infrastructures offshore, la réhabilitation des puits et l'optimisation des champs matures, tout en développant de manière sécurisée le potentiel des réservoirs existants. Cette approche vise à sécuriser les actifs, à réduire l'intensité carbone, à maximiser les retombées économiques pour l'État et les membres du contracteur mais aussi à inscrire l'activité dans une logique de croissance durable, en cohérence avec les orientations du ministère des Hydrocarbures.

Le secteur pétrolier congolais fait face à des enjeux de performance, de souveraineté énergétique et de contenu local. Quel rôle stratégique AMMAT entend-elle jouer dans la structuration d'un écosystème pétrolier plus intégré et créateur de valeur nationale ?

AMMAT entend jouer un rôle stratégique qui dépasse la simple production d'hydrocarbures, en contribuant à la structuration d'un écosystème pétrolier plus intégré, résilient et créateur de valeur nationale.

Sa stratégie repose sur trois piliers :

- L'intégration industrielle avec les entreprises congolaises,
- Le renforcement de la souveraineté énergétique par le capital humain,
- La création de valeur nationale durable.

Près de 98 % des effectifs sont congolais, formés selon des standards internationaux.

AMMAT se définit ainsi comme une entreprise congolaise-italienne, née de la complémentarité entre l'ancrage local et l'expertise technique internationale, au service du développement du secteur pétrolier national.

La montée en compétences des ressources humaines est un levier clé pour la durabilité du secteur. Comment AMMAT prépare-t-elle la nouvelle génération de talents congolais aux métiers de l'énergie et aux standards internationaux ?

Pour AMMAT, le meilleur levier d'intégration et de croissance durable est le recours structuré à un personnel local congolais formé selon les standards internationaux. Ce choix constitue le socle de son modèle de gouvernance, de sa performance technique et de sa solidité financière.

La formation continue, la responsabilisation progressive et la montée en compétences des équipes locales permettent d'assurer la continuité des opérations, d'optimiser les actifs et de maîtriser les coûts. AMMAT considère ainsi l'investissement dans le capital humain local comme la clé d'une entreprise gagnante, performante et durablement ancrée dans l'écosystème congolais.

À l'horizon 2030, quelle est votre vision du mix énergétique congolais, et comment AMMAT Global Resources se projette-t-elle comme un acteur de référence dans cette transformation, entre hydrocarbures responsables, innovation et diversification énergétique ?

À l'horizon 2030, AMMAT partage la vision d'un mix énergétique congolais hybride, pragmatique et progressif, dans lequel les hydrocarbures – en particulier le gaz naturel – demeurent des piliers de transition, exploités de manière responsable et à faible intensité carbone.

Pour AMMAT, 2030 commence dès aujourd'hui. L'entreprise a déjà posé les bases d'une chaîne de valeur fiable, durable et respectueuse de l'environnement, intégrant innovation, modernisation des infrastructures, efficacité énergétique et meilleures pratiques HSE et ESG.

L'ambition est d'être reconnue comme un acteur africain de référence, partenaire stratégique de la transformation énergétique nationale, contribuant à la sécurité énergétique, à la création de valeur locale et à une croissance durable et soutenable de la République du Congo.



A M M A T

Ammat Global Resources



general@ammatgr.com
www.ammatgr.com



Optimiser le potentiel des actifs
pétroliers et gaziers à mi-vie

trident-energy.com



VUE D'ENSEMBLE

Trident Energy Congo SAU (TEC), créée en janvier 2025, est la filiale congolaise de Trident Energy Management Limited, une société leader dans le domaine de l'exploration et de la production en eaux profondes, qui se concentre sur la revitalisation des actifs pétroliers et gaziers arrivés en milieu de vie. En tant que nouvel acteur dans l'industrie pétrolière en République du Congo, Trident Energy Congo apporte une expertise éprouvée, de nouveaux investissements et un engagement à long terme pour optimiser le potentiel des champs offshore en milieu de vie dans le pays.

Trident Energy Congo détient une participation de 85 % dans les champs de Nkossa et Nsoko II, une participation de 15.75 % dans le champ de Lianzi et une participation non opérée de 21.5 % dans le champ de Moho-Bilondo. Ces actifs offshore sont situés entre 60 et 105 kilomètres au large, à des profondeurs comprises entre 170 et 1,100 mètres.

EXPERTS EN OPTIMISATION DES CHAMPS MATURES

Trident Energy Congo applique des opérations rigoureuses et des techniques innovantes afin d'optimiser les infrastructures, de prolonger la durée de vie des champs et d'augmenter la production. Grâce à des interventions ciblées sur les puits, à des forages sélectifs et à des études réservoirs et géologiques avancées, la société vise à stabiliser la production, à maximiser les réserves et à offrir une valeur ajoutée durable à la République du Congo et à ses partenaires.

VISION, VALEURS ET PRIORITÉS

OPÉRATIONNELLES

La sécurité, la protection de l'environnement et la responsabilité opérationnelle sont au cœur de l'approche de Trident Energy Congo. L'entreprise est guidée par cinq valeurs fondamentales: le respect, la responsabilité, le courage, la connaissance et la sécurité, qui façonnent la prise de décision et les opérations quotidiennes dans l'ensemble de l'entreprise.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Avec une production totale d'environ 33,000 barils de pétrole par jour, Trident Energy Congo se concentre sur la sécurisation de la production existante, l'amélioration des performances des puits matures et l'avancement d'un projet de monétisation du potentiel gazier de Nkossa afin de soutenir les ambitions énergétiques à long terme de la République du Congo.

ENGAGEMENT LOCAL ET PARTENARIATS

Trident Energy Congo s'engage à contribuer au développement économique et social national par le biais du contenu local, du transfert de compétences et d'une collaboration étroite avec les entreprises congolaises.

Avec une vision à long terme et une approche responsable, Trident Energy Congo est fière de soutenir le développement durable de l'industrie énergétique de la République du Congo et de contribuer à créer une valeur durable pour le pays et sa population.



L'EXPERTISE ENERGIE PAR LES AFRICAINS POUR L'AFRIQUE

IMPERATUS
ENERGY

L'expertise **energie** par les Africains
Pour l'**Afrique**,



Monsieur SEMEGA, pouvez-vous présenter Imperatus Energy, son histoire, son modèle économique et son positionnement actuel sur le marché énergétique africain et mondial ?

Imperatus Energy est un groupe énergétique africain indépendant, né de la volonté de contribuer concrètement à la souveraineté énergétique du continent. Nous intervenons sur l'ensemble de la chaîne de valeur : trading et approvisionnement, logistique et distribution, développement d'infrastructures énergétiques, exploration et production.

Notre force réside dans notre ancrage local, notre agilité opérationnelle et notre capacité à exécuter rapidement dans des environnements complexes. Nous nous positionnons comme un partenaire fiable des États et des industriels, capable d'apporter des solutions pragmatiques et durables.

Quelles sont les ambitions d'Imperatus Energy pour les 5 à 10 prochaines années, tant en termes de croissance que d'innovation ? Comment ces ambitions s'alignent-elles avec les priorités énergétiques du Congo ?

À horizon 5 à 10 ans, notre ambition est de faire d'Imperatus Energy un acteur africain de référence, intégré et innovant. Nous voulons renforcer notre présence régionale, investir dans les infrastructures énergétiques clés et accompagner la transition énergétique de manière réaliste, notamment à travers le gaz et des solutions hybrides.

Ces ambitions s'inscrivent pleinement dans les priorités du Congo : sécurité d'approvisionnement, industrialisation et accès élargi à l'énergie.

Quels projets majeurs Imperatus Energy envisage-t-elle au Congo d'ici 2026, et quel impact ces projets auront-ils sur l'emploi, la formation professionnelle locale et l'accès à l'énergie ?

D'ici 2027, Imperatus Energy prévoit des projets structurants au Congo, notamment dans le stockage, la distribution et l'approvisionnement énergétique des industries. Ces projets auront un impact direct sur la création d'emplois, la formation des talents locaux et l'amélioration de l'accès à l'énergie.

Notre objectif est clair : faire de chaque projet un levier de développement économique et social local.

Quels sont, selon vous, les principaux défis auxquels Imperatus Energy est confrontée aujourd'hui – réglementaires, techniques, financiers ou environnementaux – et quelles solutions proposez-vous pour les surmonter ?

Le secteur énergétique fait face à des défis réglementaires, financiers et techniques importantes. Nous y répondons par une gouvernance rigoureuse, des partenariats solides et une approche opérationnelle innovante, tout en intégrant progressivement les enjeux environnementaux.



Message clé du CEO, Oumar Semega

Notre priorité est de sécuriser l'énergie aujourd'hui, tout en préparant celle de demain, au service du développement du Congo et de l'Afrique.

Adresse :

7ème étage imm. BSCA Bank -
centre - ville Brazzaville
République du Congo

28D AC tower cluster i - Jumeirah
Lakes Towers dubai - Emirat Arab
Unit

Quai de l'île 13, Geneva CH-1204 -
Genève Suisse

Contact :

+242 05 209 3830
Contact-infos@imperatus-energy.com



Jean-Baptiste BARAY
Directeur Général Dietsmann Congo

Dans un contexte de renforcement des capacités industrielles nationales, comment Dietsmann, un des leaders des services pétroliers, contribue-t-elle à la fiabilité et à la continuité des installations stratégiques au Congo ?

En tant que leader en opérations et maintenance dans le secteur de l'énergie notre objectif principal est d'atteindre les meilleurs de taux de disponibilité et de fiabilité des installations de nos clients afin de leur garantir une production optimale et continue.

Les clés du succès pour parvenir à cela touchent différents aspects de l'organisation des contrats de services que Dietsmann met en place pour ses clients :

- Humain

- Bon dimensionnement des équipes,
- Mise en place de personnel disposant du niveau de compétences et d'expertise requis,
- Rigueur et vigilance dans l'application des tâches au quotidien,

- Formation continue du personnel sur la base de programmes HSE et technique développés en interne.

- Documentaire

- Etablissement et actualisation régulière des plans de maintenance et des procédures d'exploitation,
- Reporting clair et complet des interventions réalisées.

- Matériel

- Bonne gestion de la supply chain pour disposer en permanence des pièces de rechange et du matériel nécessaire à la bonne exploitation du site,
- Contrôle régulier et certification de l'outillage utilisé pour les opérations de maintenance.

- Technologique

- Digitalisation des données pour en faciliter l'exploitation,
- Développement de modèles de maintenance prédictive sur la base de l'historique des données d'exploitation des sites.

La maintenance industrielle est souvent un enjeu invisible mais décisif. En quoi l'expertise de Dietsmann participe-t-elle à la sécurisation du secteur de l'énergie au Congo ?

Effectivement les métiers de la maintenance ont ceci d'ingrat qu'on ne parle d'eux que lorsque des problèmes surviennent. Ce manque de visibilité au quotidien n'efface pas pour autant tout le travail qui est fait dans l'ombre.

Les équipes de Dietsmann se partagent entre le bureau et le terrain et interviennent depuis la conception des installations jusqu'à leur démantèlement. Tout au long du cycle de vie des sites les équipes bureaux suivent et adaptent des indicateurs de performance qui mesurent l'efficacité et la qualité du travail réalisé par les équipes terrain. Cette approche basée sur la qualité et le résultat permet d'accroître le taux de fiabilité des équipements et de préserver au mieux les installations pour en étendre la durée de vie. En ce qui concerne les clients de Dietsmann, cela se traduit par une optimisation de la production et leur permet de garantir la viabilité économique de leurs installations sur le long terme. Dietsmann a mis ces méthodes en application depuis de nombreuses années dans le domaine de la production du pétrole Congolais et de l'électricité produite et consommée au Congo. A court terme cela sera étendu au domaine de la production du gaz Congolais puisque Dietsmann démarre actuellement un contrat d'opérations et de maintenance pour la production de LNG au Congo.

Comment Dietsmann accompagne-t-elle ses clients au Congo dans l'anticipation des risques opérationnels et la gestion des environnements industriels complexes ?

Garantir la sécurité au travail et l'intégrité physique des personnes est la priorité de Dietsmann comme celle de ses clients. Les sites de production de pétrole, de gaz ou d'électricité sont des environnements qui comportent des risques importants notamment liés à la présence permanente d'hydrocarbures. Pour opérer et maintenir ces sites en sécurité Dietsmann s'appuie sur le système de management HSE de ses clients et met en place une approche structurée et très orientée terrain de la gestion des risques opérationnels.

Tout d'abord, Dietsmann met en place des «Safety Check Points». Ces points de contrôle permettent de vérifier, avant chaque démarrage d'activité, que l'ensemble des mesures de sécurité nécessaires est bien en place. Pour compléter ce dispositif, Dietsmann applique une règle clé : « L'évaluation dynamique du risque ». Celle-ci impose de revoir l'analyse des risques dès qu'un changement intervient sur la zone de travail.

Par ailleurs, Dietsmann déploie des campagnes de sensibilisation régulières. Celles-ci rappellent l'importance de rester concentré sur la sécurité à chaque étape de l'activité, depuis une planification structurée, jusqu'à une fin des travaux sécurisée. Cette démarche de prévention est renforcée par l'application des «9 Leading Safety Rules» de Dietsmann, qui définissent des exigences de sécurité spécifiques aux activités de maintenance et viennent compléter celles de nos clients.

Enfin, les Superviseurs Dietsmann présents sur site jouent un rôle central. Par leur présence régulière sur le terrain, ils veillent au respect strict des règles de sécurité des clients et de Dietsmann, et s'assurent que les bonnes pratiques sont effectivement appliquées dans les opérations quotidiennes.

Quelle vision stratégique Dietsmann porte-t-elle pour soutenir, dans la durée, la performance industrielle et la stabilité économique de la République du Congo ?

Dietsmann opère depuis plus de 40 ans dans le secteur de l'énergie au Congo et a pour objectif de contribuer encore durablement au développement industriel et économique du pays. Dietsmann entend ainsi continuer à apporter son savoir-faire et son expérience pour l'exploitation des sites existants opérés par ses clients historiques au Congo. Dietsmann ambitionne également de participer aux activités de construction et d'exploitation de nouveaux sites qui seront installés dans le cadre du plan de développement du secteur de l'énergie au Congo annoncé en 2025. Enfin en droite ligne avec la politique de diversification économique menée par le Congo, Dietsmann envisage aussi de se tourner vers d'autres secteurs industriels pour y développer ses activités.

Pour y parvenir Dietsmann s'appuiera sur deux piliers principaux qui ont fortement contribué au développement de ses activités au Congo :

- La formation, la montée en compétences et la gestion des carrières du personnel Congolais.
- Le développement et l'intégration de solutions innovantes basées sur les nouvelles technologies pour gagner en efficacité et se démarquer de la concurrence.





Devenir l'opérateur national de référence pour le développement des ressources énergétiques et promouvoir les champions locaux

NOTRE ENGAGEMENT RESPECT DES REGLES ET DES HOMMES

- Responsabilité sociétale
- Sécurité des personnes et des biens
- Préservation de l'environnement
- Études et audits d'impact environnemental
- Plan de gestion environnemental
- Le contenu local et le contenu africain

NOTRE VISION

Devenir l'opérateur national de référence pour le développement des ressources énergétiques et promouvoir les champions locaux.

NOS MISSIONS

- Acquérir et développer la valeur durable des actifs pétroliers au bénéfice de toutes les parties prenantes.
- Contribuer à l'ambition nationale de valorisation des ressources humaines et énergétiques.
- Renforcer les capacités techniques et opérationnelles de la chaîne de valeur locale.



**UNE ÉNERGIE RESPONSABLE,
POUR UN IMPACT DURABLE**

Immeuble le TCHILASSI, Angle des rues
Massabi et Kouanga MAKOSSO,
Standard : +242 06 133 00 66
E-mail : secretariat@tkouilou-ep.com
Centre-Ville, Pointe-Noire



Devenir l'opérateur national de référence pour
le développement des ressources énergétiques
et promouvoir les champions locaux

**Une énergie responsable,
pour un impact durable**

Immeuble le TCHILASSI, Angle des rues
Massabi et Kouanga MAKOSSO,
Standard : +242 06 133 00 66
E-mail : secretariat@tkouilou-ep.com
Centre-Ville, Pointe-Noire



MERCURIA



Energy with Purpose. Creating Sustainable Value.



Global
trading



Structuring &
finance



Assets &
investments



Net zero
solutions

Mercuria is one of the world's leading independent energy and commodities groups, connecting global markets to deliver reliable and sustainable solutions.

Our purpose is to meet the energy needs of today while advancing the transition to a low-carbon future.

Across operations in more than fifty countries, we bring together expertise, investment, and innovation to enable fair, ethical, and efficient trade.

Through our people and partnerships, we shape a better energy system — balancing reliability, affordability, and sustainability.

Committed to positive impact worldwide

Our social and environmental programs create lasting benefits for people and the planet.



Protecting Forests. Preserving Biodiversity.

Through our investment platform Silvania, Mercuria mobilises capital into projects that protect and restore vital ecosystems.

By turning natural capital into a credible, investable asset class, Silvania helps unlock the true economic value of nature—delivering measurable benefits for climate, biodiversity, and communities worldwide.



Empowering Entrepreneurs. Building Skills.

We promote entrepreneurship and skills development that strengthen local economies and broaden opportunity. Through practical learning and tailored support, we help small businesses and individuals build new capabilities and advance their ambitions.

Our goal is to ensure people of varied circumstances can turn ideas into sustainable livelihoods that drive inclusive growth.



Sustaining Oceans. Restoring Reefs.

We help advance ocean sustainability through investment and collaboration that deliver real outcomes. As a supporter of the 30x30 Ocean Action Plan, we help scale marine protection and innovation to safeguard biodiversity.

Through our investment in ARC Marine, we help scale nature-inclusive reef structures made from recycled materials to foster thriving marine ecosystems.



Scan to learn more about our CSR activities

MERCURIA

**Yombo
Masseko**



Tchendo



Pouvoirs publics

- Présidence de la République
- Ministère des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande
- Ministère des Hydrocarbures
- Ministère des Mines et de l'Énergie



Actionnaires



SNPC (80%)

Doit prendre toute les dispositions nécessaires pour que l'ensemble des opérations liées aux activités de l'industrie du pétrole et du gaz soit centralisé dans le CSP (Art. 10)

Tout nouveau contrat conclu avec la SNPC doit intégrer l'existence du CSP (Art. 11)



PAPN (20%)

Doit prendre toute les dispositions nécessaires pour que l'ensemble des opérations liées aux activités de l'industrie du pétrole et du gaz soit centralisé dans le CSP (Art. 8)

Tout matériel pétrolier doit être réceptionné en direct des navires à l'import et être transféré au CSP pour son stockage et sa distribution aux différents opérateurs de l'industrie Oil & Gas. (Art. 9)

INPUT

Trafic OGV (Ocean-Going-Vessel) | Trafic Offshore | Trafic

CSP

Installation portuaire soumise au code ISPS

OUTPUT

Appareillages navires / Barge supply / mouvement site offshore

Clients

Clients Type 1 : Projet pétrolier en phase de développement

- Opérateurs des projets pétroliers
- Subcontractors d'installation / fabrication & services pétroliers
- Opérateurs Maritimes

Clients Type 2 : Opérateurs pétroliers résidents

- Sociétés pétrolières et gazières
- Autres acteurs de l'industrie Oil & Gas
- Opérateurs maritimes

Clients Type 3 : Transit

Produits et services

- Opérations Heavy Lift des projets en phase de développement
- Opérations courantes permanentes des opérateurs pétroliers résidents
- Services logistiques intégrés
- Transit OGV (Ocean Going Vessels)
- Prestations One Stop Shop
- Gare maritime
- Transport et convois exceptionnels
- Mises à disposition (Engins Et Matériels / Personnels / Appareils De Levage, Matériels Et Equipements Divers)
- Services de bases logistique
- Espaces et facilités

Opérateur logistique



ILOGS SA (INTELS CONGO)

Société anonyme avec Conseil d'Administration, régie par l'OHADA Viabilisation du site alloué par des infrastructures portuaires, des voies et des constructions diverses, plateforme logistique, dotée d'un espace unique dédié à l'industrie oil & gas

Infographie de l'ordonnance présidentielle n°5/99 du 10-10-1999, portant création et organisation du Centre de services pétroliers (CSP)

Filiale de la SNPC, ILOGS S.A. est l'opérateur logistique du Centre de Services Pétroliers (CSP), installation portuaire soumise au code ISPS disposant d'un quai de 400m linéaires en continu avec un tirant d'eau de 9m et d'une surface aménagée en plateforme logistique de 40 hectares, entièrement dédiée à l'industrie Oil & Gas.



"Notre ambition est de voir ILOGS émerger de manière continue, pour devenir rapidement la référence régionale de la logistique Oil & Gas dans le bassin du Congo et le golfe de Guinée".

M. Maixent Raoul **OMINGA**, Directeur Général du Groupe SNPC

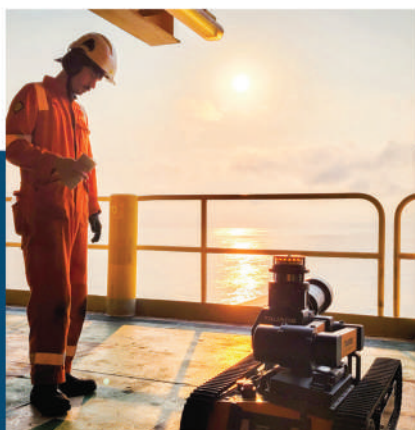
Avenue de bordeaux, enceinte Port Autonome de Pointe - Noire - République du Congo



Innovateurs en Maintenance pour la production d'énergie Onshore et Offshore

SOLUTIONS DE MAINTENANCE PERSONNALISÉES

Dietsmann est un spécialiste indépendant reconnu dans le domaine de l'exploitation et de la maintenance ainsi que de l'ingénierie de maintenance et d'inspection pour les installations à production continue dans le secteur de l'énergie. Avec plus de 47 ans d'expérience, Dietsmann intègre les nouvelles technologies dans ses opérations quotidiennes et investit de manière significative en R&D afin de développer une maintenance digitalisée et intelligente, axée sur la robotique et l'analyse de données (Maintenance 4.0)





Des idées audacieuses pour ouvrir la voie à un avenir énergétique responsable et durable.

NOTRE VISION

Depuis de nombreuses années, Eni est engagée aux côtés de la République du Congo à travers un partenariat solide, fondé sur la confiance et le développement partagé. Notre action allie innovation et technologie pour accompagner la transformation énergétique du pays, tout en soutenant la croissance industrielle locale. Au cœur de cet engagement se trouvent des femmes et des hommes congolais. Dans ce cadre, nous investissons dans la transformation, la valorisation des compétences et la création d'opportunités, afin de renforcer durablement le contenu local et contribuer à la mise en œuvre des initiatives de développement pour les communautés.



DE DIFFÉRENTES ÉNERGIES, UNE ÉNERGIE UNIQUE.



PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE



LES INFRASTRUCTURES ET CAPACITÉS DU PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE (PAPN)

- UN TERMINAL À CONTENEURS MODERNE S'ÉTENDANT SUR 42 HECTARES, DOTÉ D'ÉQUIPEMENTS PERFORMANTS POUR UN TRAITEMENT OPTIMAL DES FLUX.
- PLUS DE 2000 MÈTRES LINÉAIRES DE QUAIS, ADAPTÉS À L'ACCUEIL DE NAVIRES DE GRANDE CAPACITÉ.
- UN TIRANT D'EAU DE -16 MÈTRES, FAISANT DU PAPN L'UN DES RARES PORTS EN EAU PROFONDE DE LA SOUS-RÉGION.
- UN PARC À BOIS DE 114 455 M², AMÉNAGÉ POUR SOUTENIR LES EXPORTATIONS FORESTIÈRES.
- UN PARC AUTOMOBILE DE 11 000 M², OFFRANT DES CAPACITÉS DE STATIONNEMENT ET DE MANUTENTION SÉCURISÉES.
- UNE ZONE LOGISTIQUE DE 4,5 HECTARES DÉDIÉE AU DÉPOTAGE DES MARCHANDISES, RENFORÇANT L'EFFICACITÉ DES OPÉRATIONS.
- UN TRAFIC ANNUEL SUPÉRIEUR À UN MILLION D'EVP, CONFIRMANT LE RÔLE STRATÉGIQUE DU PAPN DANS LES ÉCHANGES RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX.
- UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL SIMULTANÉE DE PLUS DE 11 NAVIRES, POSITIONNANT POINTE-NOIRE COMME HUB MARITIME INCONTOURNABLE DE L'AFRIQUE CENTRALE.



Mariam Yago Toure
Directrice Générale Désignée

Madame la Directrice Générale désignée, comment votre leadership au sein de UBA Congo s'inscrit-il dans la vision du Président de la République pour une économie plus dynamique, inclusive et tournée vers l'avenir ?

UBA Congo s'attache à promouvoir une banque citoyenne, proche des populations, capable de financer l'économie réelle, de soutenir les secteurs stratégiques et d'accompagner les réformes structurelles. Notre ambition est de faire de UBA un partenaire bancaire de référence pour la transformation économique du pays. Dans le but de d'accélérer l'inclusion financière, nous avons établi un partenariat avec les compagnies de téléphonie mobile pour faciliter l'accès aux produits financiers dans les zones reculées sans présence bancaire. Cela s'inscrit pleinement dans la vision portée par les plus hautes autorités, qui placent la diversification économique, l'inclusion financière et la modernisation des institutions au cœur du développement du Congo.

Quelles sont les initiatives majeures que vous avez engagées pour renforcer l'accès aux services bancaires, soutenir les PME et contribuer à l'autonomisation économique de la jeunesse congolaise ?

UBA Congo déploie plusieurs initiatives structurantes en faveur de l'inclusion financière et du développement de l'entrepreneuriat. Nous avons ouvert 5 agences depuis 2020 à Brazzaville et Pointe-Noire dans des quartiers stratégiques et proches de la population portant notre réseau à 11 agences au CONGO. Trois nouvelles agences sont prévues très prochainement pour faciliter l'accès aux services bancaires. Nous avons également renforcé notre offre dédiée aux PME à travers des solutions de financement adaptées, des produits de gestion de trésorerie sur mesure à l'instar des avances sur factures, bons de commande, financement de stock, tout type de cautions,

financement des actifs ...

En faveur de la jeunesse, nous soutenons l'entrepreneuriat à travers des programmes de formation financière et l'accès facilité aux services digitaux. Par ailleurs, notre engagement en matière de Responsabilité Sociétale se traduit par des actions concrètes en faveur de l'éducation et de l'autonomisation économique des jeunes et des femmes, grâce à la promotion de la Fondation de notre Président Tony Elumelu. La TEF (Tony Elumelu Foundation) a déjà attribué \$445.000 au profit de 89 entrepreneurs, au Congo. L'appel à projet 2026 a été lancé le 1^{er} Janvier et nous menons actuellement des campagnes de communications élargies pour susciter l'engouement des jeunes entrepreneurs autour de cette initiative dédiée aux idées innovantes

La transformation digitale est aujourd'hui au cœur du développement bancaire. Comment UBA Congo accélère-t-elle l'innovation afin d'améliorer l'expérience client et de moderniser les usages financiers dans le pays ?

La digitalisation constitue un axe stratégique majeur pour notre banque. Le groupe UBA a été un précurseur dans ce domaine sur le continent. Les cartes Prépayées sans compte bancaire, lancées depuis 2010 en sont un exemple concret. Le Banquier Virtuel LEO simple et rapide reste toujours une innovation majeure de notre banque.

Nous investissons continuellement dans des plateformes modernes telles que la banque en ligne, les applications mobiles, les solutions de paiement électronique et les services de cartes, afin d'offrir à nos clients des services simples, sécurisés et accessibles 24h/24.

Cette dynamique vise à démocratiser l'accès aux services financiers, à fluidifier les transactions et à accompagner la digitalisation de l'économie congolaise, en cohérence avec la vision d'un Congo résolument tourné vers l'innovation.

Quels défis majeurs identifiez-vous pour le secteur bancaire congolais dans les prochaines années, et quelles orientations stratégiques entendez-vous porter pour accompagner durablement les priorités portées par les Autorités congolaises ?

Le défi majeur est l'amélioration du taux de bancarisation, ce qui permettra de baisser la thésaurisation et augmenter l'utilisation des produits financiers basiques pour assurer un développement structuré. Aujourd'hui une très grande proportion de notre économie évolue dans le secteur informel. Ce sont des flux qui échappent encore au circuit Bancaire et l'Etat.

C'est pourquoi nous multiplions les initiatives citées plus haut pour accélérer notre mission de collecte des dépôts, octroi de crédits dans des secteurs stratégiques et mise à disposition des moyens de paiement simples et aisés pour les populations.

Je vous remercie

Depuis 15 ans, UBA Congo évolue avec vous.

Un réseau qui se développe, des solutions digitales qui s'améliorent continuellement et une ambition constante : offrir une expérience bancaire toujours plus simple, fluide et performante.

Nous accompagnons nos clients à chaque étape grâce à une gamme complète de produits :

Pour les Particuliers

- ✓ Comptes Chèque & Epargne
- ✓ Domiciliation de salaire
- ✓ Moyens de paiement digitaux
- ✓ Applications bancaires de gestion à distance
- ✓ Crédits

Pour les Entreprises :

- ✓ Comptes Entreprises
- ✓ Crédits d'exploitation et d'investissement
- ✓ DAT (Dépôts à Terme)
- ✓ TPE (Terminaux de Paiement Électronique)
- ✓ Solutions de gestion et d'encaissement
- ✓ Virements internationaux

Chaque innovation, chaque service, chaque engagement est pensé pour construire une relation durable et soutenir vos projets.

UBA Congo – 15 ans ensemble...et ce n'est que le début.

Notre réseau d'agences

Brazzaville

City Center – 37 Avenue, William Guynet
Poto-Poto – Galerie Omega, Avenue de la Paix
Baongo – 98 Avenue de L'UA, Centre Sportif
Moungali – 71, rue Mbokos, Avenue de la Paix
Maya-Maya – 2 Avenue Batignolles, virage Maya-Maya
Plateau-Ville – 2 rue, Albert Dolisie, non loin de l'ex Trésor
Moukondo – Rond Point Mazala

Pointe-Noire

CDG – Avenue Charles de Gaulle en face de Atlantic Palace
Terascom – Avenue Jacques Opanghault en face du lycée Poaty Bernard
Grand Marché – 41, Boulevard 15 Août 1963
Tie-Tie – 330, Avenue de l'indépendance, arrêt socaf



ENSEMBLE EN 2026

BCI

**PARTENAIRE DE L'INNOVATION
ET DE LA FINANCE DURABLE**

DES SERVICES BANCAIRES INTÉGRANT
LES MEILLEURES TECHNOLOGIES
POUR ACCOMPAGNER VOS PROJETS

**SOLUTIONS DE FINANCEMENT
VOS PROJETS GRANDISSENT
VOTRE AMBITION AUSSI**
FINANCER LA CROISSANCE VOTRE ENTREPRISE





#NOVERT

ENSEMBLE POUR
LE PLANTING



Initiative de la **BCI**



PRO & TPE DÉCOUVREZ NOS OFFRES ADAPTÉES AUX PROFESSIONS LIBÉRALES TRÈS PETITES ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS

PACK PRO

UNE OUVERTURE DE COMPTE
AVEC OU SANS CARTE

PRO CROISSANCE

UNE ÉPARGNE CAPITALISÉE
POUR L'OBTENTION D'UN CRÉDIT
D'INVESTISSEMENT

EPARGNE MOBIKISI PRO

EPARGNE LISANGA

DES PRODUITS D'ÉPARGNE
ET DE PLACEMENT SUR MESURE
POUR LES PROS/TPE
ET LES ASSOCIATIONS

*Offres disponibles sur l'ensemble du réseau
auprès de nos Directeurs d'Agence
et des Chargés d'Affaires PRO/TPE

Pour toutes informations complémentaires
veuillez contacter notre **Centre de Relation Client**



ALLO BCI

44 43

+242 06 134 77 00

contact@bcicongo.com



Avec le crédit **Mwasi Telema**, développez
votre activité à une
autre échelle

M. Calixte Médard Tabangoli,

Directeur général de la Banque Postale du Congo (BPC)

Pouvez-vous nous présenter la Banque Postale du Congo ?

La Banque Postale du Congo (BPC) est une banque commerciale congolaise, créée en octobre 2012, et ayant débuté ses opérations en janvier 2013. Son capital social est détenu par deux entités publiques : 80 % par le Ministère des Finances et 20 % par la Société des Postes et de l'Épargne du Congo (SOPECO).

Elle a été mise en place avec deux objectifs : l'inclusion financière et le financement de l'économie nationale en République du Congo. C'est une banque de proximité qui propose une large gamme de produits et services financiers pour les particuliers et les entreprises : comptes courants et d'épargne, virements, cartes monétiques, chèques, crédits, affacturage, crédit-bail, banque en ligne principalement.

La BPC compte à ce jour plus de 500 agents et dispose d'un réseau de 37 agences réparties sur toute l'étendue du territoire national.

Comment la Banque agit-elle pour le développement économique et social de la République du Congo ?

La BPC joue un rôle central dans la bancarisation des populations à faibles revenus, souvent exclues du système bancaire classique, par l'ouverture de comptes accessibles aux particuliers, la proximité, grâce à l'adossement au réseau postal national, et des services bancaires simples et adaptés.

La BPC accorde des crédits classiques et alternatifs aux PME/PMI, commerçants et entrepreneurs. La BPC accompagne également les actions publiques à travers la gestion de comptes d'organismes publics et la canalisation de flux financiers publics.

La BPC contribue à la modernisation du système bancaire congolais à travers les services digitaux, notamment le produit BPCNET et le développement progressif de nouveaux services des réseaux GIMAC et MASTERCARD.



“
Nous contribuons
activement
à l'inclusion
financière et au
développement
du tissu
économique local

Quelle est votre stratégie en matière de digitalisation ?

Elle s'inscrit dans une logique de modernisation des services bancaires, de proximité client et de renforcement de l'inclusion financière.

La BPC vise à réduire la dépendance aux opérations physiques en agence en proposant des services bancaires accessibles à distance, la consultation et l'exécution d'opérations courantes en ligne, une disponibilité accrue des services bancaires 24h/24 dans le but d'améliorer l'expérience client et fluidifier les opérations.

À travers ses solutions digitales, la BPC s'aligne sur les standards bancaires régionaux notamment le réseau GIMAC. Elle accompagne la digitalisation des paiements et des flux financiers, soutient la modernisation de l'économie congolaise. À ce titre, elle déploiera prochainement les 23 services offerts par le switch monétique du GIMAC.

Quel est votre engagement en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ?

La Banque Postale du Congo place la RSE au cœur de sa mission, en alignement avec sa politique qualité, sécurité et environnement (QSE), fondée sur le référentiel ISO 9001-2015.

La BPC accorde une importance particulière à son capital humain à travers la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, le renforcement des compétences par la formation continue, l'amélioration des conditions de travail et du dialogue social.

Membre du Pacte Mondial des Nations Unies, la BPC est consciente des enjeux environnementaux et intègre progressivement des pratiques écoresponsables : réduction de l'usage du papier via la digitalisation des services, optimisation des ressources et des consommations internes, et sensibilisation aux bonnes pratiques environnementales.



Banque Postale du Congo

Place de la Poste, Bd Denis Sassou Nguesso,
B.P 37 Centre-ville – Brazzaville
Téléphone : +242 06 503 6523
serviceclients@banquepostale-congo.com

www.banquepostale.cg



UNIVERSITÉ DENIS SASSOU - N'GUESSO



ORGANE EXÉCUTIF DE L'UDSN

L'organe exécutif de l'UDSN, nommé par décrets 2021-4; 2021-5 et 2021-6 du 05 janvier 2021 du Président de la République, est composé de :



Professeur Ange Antoine ABENA
Président de l'UDSN



Professeur Michel Didace MVOULA TSIERI
Vice-Président de l'UDSN



Professeur Macaire BATCHI
Secrétaire Général de l'UDSN

La vocation de l'UDSN

L'Université DENIS SASSOU-N'GUESSO (UDSN) est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et technologique, orienté vers le développement. Elle a pour vocation de répondre aux besoins du Congo et de l'Afrique par la formation de cadres de haut niveau et de techniciens supérieurs compétents, capables de contribuer durablement au développement social, culturel et économique.

UNE UNIVERSITÉ PANAFRICAINNE POUR RELEVER LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT





FACULTÉ DES SCIENCES APPLIQUÉES (FSA)



Missions

La faculté des Sciences Appliquées a 4 missions :

- Former des cadres supérieurs spécialistes des questions des sciences appliquées;
- Promouvoir la recherche scientifique dans tous les domaines se rattachant aux sciences fondamentales et appliquées;
- Contribuer à la demande sociale;
- Constituer et développer l'expertise et enrichir les compétences des professionnels en exercice par la mise en œuvre des mécanismes de cette activité de conseil.

AMBITION

Être un établissement universitaire de référence et de développement pour la promotion de la formation scientifique, la recherche, l'innovation et la technologie dans un cadre de synergie et de la culture des arts, de la citoyenneté, de la réflexion et de la pensée, des savoirs modernes avec des applications.

Organigramme des études et offres de formation

La formation à la FSA est diversifiée et professionnalisante à orientation « sciences appliquées ».

CYCLE LICENCES

Le cycle Licences comprend quatre (4) parcours disciplinaires :

- Biologie;
- Chimie;
- Mathématiques-Informatique;
- Physique.

CYCLE MASTERS

Le cycle Masters, articulé en trois (3) parcours et débouchés, comprend trois (03) spécialités :

- Formulation des Phytoproduits (FPP);
 - Gestion et Transformations des déchets (GTD);
 - Semences végétales et Production Alimentaire (SPA) :
- option 1 : Semences végétales,
option 2 : Transformation des déchets.

INSTITUT SUPÉRIEUR D'ARCHITECTURE, URBANISME, BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS (ISAUBTP)



MISSIONS

L'ISAUBTP a pour missions de :

- Concevoir et assurer la formation initiale et continue des cadres de haut niveau ;
- Développer les activités de recherche fondamentales et appliquées ;
- Valoriser les connaissances scientifiques et techniques par l'expertise et le conseil ;
- Promouvoir la coopération avec d'autres institutions et établissements poursuivant les mêmes objectifs.

AMBITION

L'ambition de l'ISAUBTP est d'être une structure universitaire de référence pour l'enseignement et la recherche au service du développement. L'UDSN est un foyer scientifique, technologique et intellectuel, culturel, artistique, où l'émergence implique le développement de la réflexion, de la pensée, des savoirs modernes avec des applications technologiques. Elle accompagne la modernisation et l'industrialisation du Congo et de l'Afrique.

ORGANIGRAMME

L'ISAUBTP propose des formations professionnelles prenant en compte les sciences du développement dans les domaines :

Architecture - Urbanisme - Bâtiment et Travaux Publics.

CYCLE MASTERS

Le Master «construction et urbanisme durable», à caractère transversal ou multidisciplinaire, conduit à trois (03) spécialités :

- Spécialité 1 : Architecture, paysagerie et design (APDE) ;
- Spécialité 2 : Développement durable des villes (DEDV) ;
- Spécialité 3 : Construction et maintenance des infrastructures (CMDI).



INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES GÉOGRAPHIQUES, ENVIRONNEMENTALES ET AMÉNAGEMENT (ISSGEA)



MISSIONS

L'ISSGEA a pour missions de :

- Concevoir et assurer la formation initiale et continue des cadres de haut niveau ;
- Développer les activités de recherche fondamentales et appliquées ;
- Valoriser les connaissances scientifiques et techniques par l'expertise et le conseil ;
- Promouvoir la coopération avec d'autres institutions et établissements poursuivant les mêmes objectifs.

AMBITION

L'ISSGEA ambitionne d'être une institution universitaire de référence pour l'enseignement et la recherche au service du développement. Au sein de l'UDSN, pôle d'excellence scientifique et culturel, l'Institut conjugue réflexion intellectuelle et innovations technologiques pour accompagner la modernisation et l'industrialisation de l'Afrique. Son offre de formations professionnalisantes se concentre sur les sciences du développement, spécifiquement dans les domaines de la Géographie, de l'Environnement et de l'Aménagement.

ORGANIGRAMME DES ÉTUDES ET OFFRES DE FORMATION

Cet organigramme structure une offre de formation articulée autour d'une licence professionnelle et de masters spécialisés en sciences Géographiques, Environnementales et de l'Aménagement..

CYCLE LICENCES

Licence professionnelle en Sciences géographiques, Environnementales et Aménagement.

CYCLE MASTERS

Pour l'ouverture de son Master, l'ISSGEA offre trois (03) spécialités de formation :

- Spécialité 1 : Technologie de l'Information Géospatiale et Télédétection (TIGT) ;
- Spécialité 2 : Gestion durable des écosystèmes (GDE) ;
- Spécialité 3 : Aménagement du territoire et gouvernance des espaces (ATG).



ÉCOLE DES MINES, DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ÉNERGIE (EMHE)



MISSIONS

L'EMHE a pour missions de :

- Former des ingénieurs des travaux compétents susceptibles de contribuer activement au développement des activités dans les domaines des mines, de l'hydraulique et de l'énergie ;
- Répondre à la demande sociale dans les domaines précités ;
- Développer chez les apprenants des aptitudes pratiques de terrain et de laboratoire qui leur permettront d'exercer les métiers des mines, de l'hydraulique et de l'énergie ;
- Constituer et développer l'expertise et enrichir les compétences des professionnels en exercice par la mise en œuvre des mécanismes de conseil.

AMBITION

Être un établissement universitaire de référence et de développement pour la promotion de la formation scientifique, la recherche, l'innovation et la technologie dans un cadre de synergie et de la culture, des arts, de la citoyenneté, de la réflexion et de la pensée, des savoirs modernes avec des applications.

hydraulique et de génie énergétique et électrique » de niveau BAC+3. La Licence comprend trois parcours types :

- Génie minier (GMI) avec une spécialité : Exploration et Exploitation Minière (EEM);
- Génie Hydraulique (GHY) avec une spécialité: Hydraulique (HYD);
- Génie électrique et énergétique (GEE) avec trois spécialités:
 1. Électrotechnique et électronique de puissance (EEP) ;
 2. Froid et conditionnement d'air (FCA) ;
 3. Production et réseaux électriques (PRE).





UCCB

Université Catholique
du Congo-Brazzaville



Comité de direction



Pr Olivier Massamba Loubelo,
Président de l'UCCB



Pr Elvis Elengabeka,
Secrétaire général



Pr Vianney Kiabiya,
Secrétaire universitaire



Pr Martine Makanga,
Vice-Doyenne de la Faculté de
sciences

+242 067876302
+242 050868001

info@uccbz.net

Kouilou, République du Congo
(Pointe Noire), Liambou-Néné



Mot du Président de l'Association des Fondateurs de l'UCCB

Ce que nous présentons ici est un projet patiemment construit au fil de rencontres et d'échanges avec des universitaires, des personnalités politiques, des acteurs économiques et des hauts cadres tant de l'administration publique que du secteur privé au Congo, en Afrique, et en Europe, pour accompagner le développement intégral des sociétés qui ont le Bassin du Congo en partage.

Les évêques du Congo, fondateurs de cette œuvre, ont choisi de l'installer à Pointe-Noire car les deux seules universités publiques du Congo se trouvent à Brazzaville alors que la ville de Pointe-Noire est le bassin d'initiatives industrielles et économiques qui nécessitent un accompagnement par la formation de techniciens et de managers qualifiés. Des personnes de bonne volonté, Congolais et Français, ont rapidement rejoint la démarche des évêques qui ont créé, au Congo, l'Association des Fondateurs de l'Université catholique du Congo-Brazzaville. En France, à Paris, des soutiens du projet ont créé un Comité de parrainage présidé par M. Michel Camdessus, avec l'appui de deux évêques : Mgr Gérard Defois, Archevêque émérite de Lille et ancien Recteur de l'Université catholique de Lyon, et Mgr Michel Dubost, évêque émérite d'Evry. Le Comité de parrainage conseille et soutient les évêques du Congo en matière de recherche des financements nécessaires à la réalisation du projet.

Mgr Ildevert Mouanga

Les Objectifs des Fondateurs de l'UCCB

En accord avec les valeurs qu'elle promeut, l'Université Catholique du Congo-Brazzaville se donne pour mission de :

- **Former** une élite intellectuelle et professionnelle compétente dans divers domaines des sciences et du management des organisations
- **Aider** les jeunes du Bassin du Congo à faire des études de quali-

té dans leur environnement pour en comprendre les enjeux scientifiques et managériaux

- **Participer** à endiguer la fuite à l'étranger des étudiants et leur permettre la mobilité à l'intérieur du Bassin du Congo pour la sauvegarde et le développement de son environnement
- **Répondre**, au nom de l'Eglise, à la nécessité d'être témoin de l'Evangile en tout lieu, notamment par la formation d'hommes et de femmes résolument engagés au service du bien commun
- **Redynamiser** l'enseignement supérieur au Congo par la pertinence des formations, la démarche pédagogique et la crédibilité des formateurs.

La singularité de l'UCCB dans le bassin du Congo

L'Université Catholique du Congo-Brazzaville entend être, non pas une université de plus dans le paysage universitaire du Bassin du Congo, mais une toute autre université par :

- **La qualité de son enseignement** : centré sur l'autonomie des apprenants et l'encadrement personnalisé des chercheurs, professionnels et intervenants en provenance d'importantes institutions africaines, européennes, sud-américaines et nord-américaines ;
- **Son ambition réaliste** : d'offrir aux étudiants des possibilités de se préparer dans de meilleures conditions à l'insertion professionnelle dans leur pays, grâce aux stages réalisés dans des entreprises partenaires de l'université ;
- **Son cadre pédagogique et de recherche scientifique** : qui s'appuie sur la longue tradition de l'enseignement catholique basé sur la formation humaine intégrale et la possibilité offerte aux étudiants de familles modestes d'y poursuivre leur cursus universitaire avec le soutien financier d'un fonds de bourses ;
- **L'expérience singulière qu'elle va offrir** : à moyen terme, sur un campus avec des résidences d'étudiants où sera proposée une vie associative, culturelle et sportive à travers des clubs étudiants autogérés.

www.uccbz.net

À propos de l'UCCB

L'Université Catholique du Congo-Brazzaville (UCCB) a été juridiquement érigée par la Conférence Episcopale du Congo le 8 février 2013, conformément aux dispositions des canons 807 à 821 du Code de droit canonique latin et de la Constitution apostolique *Ex Corde Ecclesiae* du 15 août 1990 et à la Convention sur l'enseignement entre le Gouvernement et l'Eglise Catholique qui est au Congo du 5 janvier 2000. L'UCCB sert un projet universitaire voulu et accompagné par l'Eglise en vue d'offrir, par ses Facultés, Instituts, Ecoles et Services, des enseignements pour la promotion des personnes et de la société, en référence aux valeurs humaines et chrétiennes qui l'animent. Elle est également pour l'Etat un établissement privé d'enseignement supérieur qui a obtenu du Ministère de l'Enseignement Supérieur l'Agrément d'ouverture. Elle met la personne humaine au centre de ses préoccupations et affirme le caractère unique de chaque personne qui est appelée à être debout, libre, responsable et solidaire, dans ses dimensions physiques, intellectuelles, affectives et spirituelles.

Nos Attentes

Dans l'espérance, l'UCCB croit à la capacité de progrès de toute personne comme de toute société, et elle refuse la fatalité de l'échec, de la misère et de la violence.

À la demande du Président de la République du Congo, son Excellence Denis SASSOU-NGUESSO, les travaux lancés grâce à l'engagement du Consortium pétrolier TotalEnergies, Chevron (devenu Trident Eenergies) et la SNPC (Société Nationale des Pétroles du Congo), les travaux de la première Phase (bâtiments de la Faculté de Sciences et Technologies, laboratoires, bâtiment administratif, foyer des étudiants, bibliothèque, résidence des enseignants visiteurs, résidence du Président de l'UCCB, local technique) ont été achevés pour permettre la première rentrée universitaire en mars 2024, puis l'inauguration officielle par son Excellence Monsieur le Président de la République, le 18 novembre 2025. Il reste à réaliser la Phase II du Projet comportant trois résidences d'étudiants et un restaurant universitaire qui seront livrés à la rentrée académique 2025-2026 ; cela permettra aux étudiants dont le nombre est estimé à trois cents, pour l'année prochaine, d'avoir une vie plus commode et ajustée au rythme soutenu des études.

Entretien avec M. Brou Olivier KOUAME, Administrateur-Directeur Général de Ecobank Congo

Diplômé de HEC Paris en France, M. Kouamé est un banquier chevronné avec plus de 26 ans d'expérience dans le secteur bancaire, dont 18 ans passés au sein du groupe panafricain Ecobank. Depuis janvier 2023, il est à la tête de la filiale d'Ecobank Congo, après avoir dirigé celle de la Guinée équatoriale pendant plus de 5 ans.

Dans cet entretien, il nous livre les grands axes stratégiques de la filiale qu'il dirige et partage avec nous quelques-unes de ses recettes de réussite.



Agence Aplus. Ecobank a une vision panafricaine affirmée. Comment cette ambition se décline-t-elle concrètement dans un marché spécifique comme celui du Congo Brazzaville ?

Brou Olivier KOUAME : Dès sa création en 1985, le Groupe Ecobank s'est engagé à stimuler le développement économique, dans toute l'Afrique subsaharienne, via l'accès aux services bancaires et l'inclusion financière. Il s'agit d'une vision axée essentiellement sur la contribution au développement économique et à l'intégration financière du continent africain.

En 40 ans, le Groupe Ecobank a grandi, évolué et s'est affirmé aujourd'hui comme une institution bancaire panafricaine de premier plan. Nous sommes passés d'une vision audacieuse à une réalité concrète, avec une présence dans 33 pays du continent et une volonté inébranlable de contribuer au développement économique de l'Afrique.

En tant que filiale du Groupe ECOBANK, nous avons mis en place une politique bancaire axée sur l'accompagnement et la satisfaction de nos clients aussi bien particuliers qu'entreprises. Ainsi, l'année 2024 par exemple a été marquée par de solides performances commerciales et financières, avec des revenus en progression de 16% par rapport au budget et en croissance de 29% par rapport à l'année 2023. Avec

une approche de proximité nous comptons aujourd'hui sept (7) agences réparties à Brazzaville, Pointe Noire, Dolisie et Ouessou auxquelles est adossé un large réseau de partenaires pour la distribution des services digitaux et monétiques ; ce qui nous donne l'opportunité d'accompagner nos clients au quotidien dans leurs opérations bancaires multiformes.

Dans un pays où le tissu économique repose fortement sur les PME, comment Ecobank adapte-t-elle son approche pour accompagner ces acteurs souvent mal servis par le système bancaire classique ?

BOK : Aujourd'hui, l'un des plus grands défis auxquels l'Afrique en général est confronté reste celui du financement des PME ; mais le Groupe Ecobank n'a cessé de démontrer son engagement et son implication à accompagner les PME et à répondre à leurs besoins spécifiques en apportant des solutions adaptées à leur réalité, car faut-il le rappeler, notre mission est d'offrir à tous nos clients des produits et services bancaires et financiers adaptés et fiables. Cela a valu d'ailleurs au Groupe Ecobank d'être nommé Meilleure Banque pour les PME en Afrique en 2024, et en cette année 2025, respectivement lors des Global Finance SME Banking Awards annuels et Euromoney Awards for Excellence 2025.

Chez Ecobank Congo, le financement des PME est au cœur de notre stratégie de Croissance, de Transformation et de Rendements. Notre engagement est

d'accompagner les PME avec des produits et services bancaires et financiers adaptés à tout type de financement. Aussi, pour des problématiques liées aux besoins de trésorerie, l'offre de financement Avances sur Factures offre la possibilité aux PME d'obtenir jusqu'à 150 000 0000 FCFA. Aux côtés de Avances sur Factures, nous avons aussi des prêts qui permettent de financer l'achat des équipements et matériels allant aussi jusqu'à 150 000 000 FCFA également. C'est donc une gamme de produits et services dédiés mis en place pour accompagner spécifiquement les dirigeants et chefs d'entreprises dans le développement de leurs activités.

Au-delà de l'accompagnement des PME par le biais de prêts et crédits multiformes, Ecobank Congo assiste également les entrepreneurs et PME dans la facilitation et l'accompagnement dans la création de leurs entreprises. Ainsi, depuis septembre 2023, Ecobank Congo et l'Agence Congolaise pour la Création des Entreprises (ACPCE) ont signé une convention de partenariat au travers duquel, Ecobank a développé une gamme de produits spécifiques pour soutenir les entrepreneurs et faciliter leur accès à ses services grâce à un cadre spécial avec à la clé de nombreux avantages tels que la gratuité sur l'ouverture de compte, l'accès gratuit aux différents



UN MEILLEUR CHOIX

POUR CONCRÉTISER VOS OPPORTUNITÉS EN AFRIQUE

Propulsez vos activités commerciales et investissez à travers l'Afrique et au-delà, en toute sérénité.

Capitalisez sur notre expertise continentale, notre présence mondiale et nos solutions de paiement transfrontalier fluides pour donner un nouvel élan à votre entreprise et accélérer votre succès.



Le meilleur choix pour prospérer.
Visitez ecobank.com/corporate



produits digitaux, le soutien multiforme pendant les 24 premiers mois d'activité et bien plus encore.

Monsieur le Directeur, dans un monde de plus en plus connecté aujourd'hui, quelles sont perspectives de votre banque par rapport à l'accélération du numérique sur le comportement de vos clients ?

BOK : En effet, l'avènement du numérique a profondément transformé les habitudes de consommation de nos clients. Nous observons une forte appétence pour les solutions digitales, notamment en matière de paiements, de transferts d'argent et de gestion de comptes à distance. Le Mobile Banking qui est aujourd'hui au cœur du quotidien de nos clients, devient progressivement le premier point de contact avec la banque. Plusieurs raisons expliquant cela :

- D'abord l'accessibilité accrue du fait nos clients peuvent effectuer leurs opérations bancaires à tout moment et en tout lieu ; ce qui réduit considérablement la dépendance aux agences physiques.
- Puis la rapidité et l'efficacité : les transactions sont plus fluides et plus rapides, ce qui améliore l'expérience client.
- Ensuite la confiance : la simplicité d'utilisation et la sécurité renforcée favorisent une adoption croissante des services digitaux.
- Enfin, l'évolution des attentes : les clients recherchent désormais des solutions personnalisées, innovantes et accessibles en temps réel.

Aussi, en termes de perspectives, à court terme, nous prévoyons une croissance continue de l'utilisation de nos services digitaux, portée par une clientèle connectée et une population de plus en plus familiarisée avec les outils numériques. À moyen terme, l'objectif sera de contribuer à renforcer l'inclusion financière en élargissant l'accès aux services bancaires, particulièrement dans les zones reculées souvent exclues du système financier classique et en continuant d'investir dans l'innovation et la technologie pour une transformation

digitale accrue.

Face à la question de l'entrepreneuriat féminin, le Groupe ECOBANK a déployé depuis quelques années, le programme ELLEVER. Pouvez-vous nous dresser un tableau sur les enjeux et les perspectives de ce programme au Congo ?

BOK : D'après les données, une femme sur quatre en Afrique crée ou dirige une entreprise, faisant du continent l'une des régions du monde où le nombre de femmes chef d'entreprises est le plus élevé. Mais elles doivent surmonter des défis majeurs afin de transformer leurs idées en projets réels à fort impact économique. Parmi ces défis, nous pouvons citer l'accès au financement, l'accompagnement, le mentorat et bien d'autres.

C'est dans l'optique de répondre à ces diverses problématiques que le Groupe Ecobank a lancé il y a quelques années le programme ELLEVER ; une initiative visant à offrir aux femmes entrepreneures un partenariat complet.

A travers le programme ELLEVER, les femmes peuvent accéder à une éducation financière et des formations sur la Gestion du capital humain, le Leadership et Management, les fondamentaux de la Gouvernance, le Marketing, la Force de vente, la Digitalisation, et d'autre part, bénéficier d'un accompagnement financier avec des avantages tels que des taux de prêts préférentiels destinés à combler le déficit de financement pour développer leurs activités.

Il faut d'abord reconnaître que le programme ELLEVER est une initiative qui se déploie par étapes. Ainsi, au Congo, le Programme ELLEVER connaît des avancées significatives avec des sessions d'informations et de formations qui sont organisées dans les grandes villes au bénéfice des femmes entrepreneures. Sur ce, nous travaillons en partenariat la Chambre Nationale des Femmes Cheffes d'Entreprises et Entrepreneures du Congo dont la présidente, Mme Flavie LOMBO s'est fait le porte-voix avec comme défis de transformer les idées en véritables leviers de croissance.

Comment, en tant que dirigeant, articulez-vous votre vision pour vos opérations au Congo inhérente aux exigences de performance économique avec la responsabilité sociale et la contribution au développement du pays ?

BOK : Notre vision étant fortement orientée vers la création d'un avenir meilleur pour les Etats, les entreprises, les individus et les communautés au sein desquelles nous opérons, Ecobank Congo a pour ambition de contribuer activement au développement économique et social du Congo Brazzaville tout en maintenant une performance économique solide. Pour y parvenir, nous intégrons les objectifs de développement durable dans nos

opérations, en favorisant une croissance économique responsable et inclusive.

Sur le plan économique, nous nous efforcerons de continuer à développer des produits et services financiers adaptés aux besoins spécifiques du marché congolais, tout en renforçant la stabilité financière et la résilience de l'économie locale. A moyen terme, il s'agira de consolider la solidité financière et le positionnement de notre banque en améliorant de façon continue notre rentabilité, nos dépôts et le volume de crédits octroyés.

En matière de responsabilité sociale, nous sommes déterminés à poursuivre nos efforts de soutenir les initiatives communautaires et les projets de développement local, notamment en promouvant l'éducation financière et l'accès de nos produits et services à toutes les couches sociales quel que soit leurs zones d'habitation.

Enfin, nous continuerons de collaborer étroitement avec les pouvoirs publics et les autres acteurs économiques pour stimuler la croissance économique et investir dans les infrastructures et les projets structurants essentiels pour le développement du pays ; notre objectif étant de jouer un rôle moteur dans l'économie congolaise tout en assumant nos responsabilités sociales et environnementales.

Ecobank Congo

Croisement des Avenues Gouverneur Général Félix EBOUE et Amical CABRAL
Quartier de la Plaine, Centre-ville
Email : ecobankcg@ecobank.com
Tel : (242) 06 735 9000 / 05 802 0100
B.P. 2485, Brazzaville – Congo





— Mamadou Igor Diarra

Directeur régional Afrique centrale, Bank of Africa.

«Le développement de l'Afrique centrale passe par des institutions financières fortes, proches des marchés et engagées dans la transformation durable de nos économies.»

Piloter la montée en puissance de Bank of Africa en Afrique centrale. Nommé Directeur régional Afrique centrale de Bank of Africa, Mamadou Igor Diarra pilote depuis Brazzaville une région stratégique dans la trajectoire de croissance du Groupe. Son rôle : décliner la vision du Conseil d'Administration du Groupe, structurer l'expansion sous-régionale et faire du Congo un véritable hub bancaire.

Formé à la finance et aux politiques de développement, Mamadou Igor Diarra a construit un parcours entre secteurs public et privé, avec une constante : le pilotage de dispositifs financiers au service de la transformation économique. Cette double lecture - stratégique et opérationnelle - structure aujourd'hui son action à la tête de la région Afrique centrale de Bank of Africa.

Q1 Pour situer Bank of Africa, pouvez-vous nous rappeler les principaux chiffres clés du Groupe ?

MID : Bank of Africa est aujourd'hui un groupe bancaire panafricain présent dans 19 pays, avec un réseau de plus de 300 agences et environ 7 000 collaborateurs. Nous affichons un total de bilan consolidé de 11,2 milliards d'euros, ce qui nous positionne parmi les acteurs bancaires africains de référence. Cette configuration nous permet de nous positionner comme un acteur bancaire panafricain de référence, à la fois solide financièrement et proche de ses marchés.

Q2 Vous êtes arrivé au Congo pour accompagner l'intégration de la Congolaise de Banque au réseau Bank of Africa. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur cette transition ?

MID : L'intégration de la Congolaise de Banque dans le Groupe ne relevait pas d'un simple changement d'enseigne. Elle s'inscrivait dans une logique de renforcement des capacités de la filiale ainsi que d'un repositionnement stratégique : aligner la banque sur les standards du Groupe, renforcer la gouvernance, moderniser les outils et préparer la plateforme congolaise à jouer un rôle sous-régional, notamment au niveau de la zone CEMAC. L'impact est déjà visible au niveau de la filiale congolaise dans la qualité des services, la montée en compétences des équipes locales et l'accompagnement des entreprises dans leurs besoins opérationnels et de croissance.

Q3 - Aujourd'hui, Bank of Africa Congo compte 22 agences sur tout le territoire. Comment cette présence se traduit-elle concrètement pour les Congolais ?

MID : Cette présence étendue est un élément crucial de notre engagement au Congo. Elle signifie proximité, accessibilité et soutien à l'économie locale. Les Congolais peuvent désormais accéder à une gamme complète de services financiers de manière plus facile, ce qui est essentiel pour la croissance des entreprises - grandes, moyennes et petites-, pour les opérations commerciales, et pour l'inclusion financière des populations. Cela renforce également la confiance des acteurs économiques dans le système bancaire national.

Q4 - Bank of Africa a engagé des financements importants pour soutenir les PME congolaises, dont une part spécifique pour les femmes entrepreneurs. Pouvez-vous nous en dire plus ?

MID : Le soutien aux PME constitue l'un des axes stratégiques du Plan Triennal de Développement du Groupe, adopté par le Conseil d'administration. Dans ce cadre, BOA Congo a déjà déployé un encours de plus de 30 milliards de FCFA en faveur du financement des PME, renforcé récemment par un dispositif de financement structuré de 14,5 milliards de FCFA, mis en place avec la SFI.

Une part significative de ce programme est dédiée à l'entrepreneuriat féminin, traduisant la conviction du Groupe que les PME, et en particulier les femmes entrepreneurs, sont des moteurs essentiels de croissance inclusive et de création d'emplois. L'objectif n'est pas uniquement d'apporter des financements, mais d'accompagner durablement la structuration et la montée en puissance du tissu entrepreneurial congolais.

Q5 - Quelles sont les retombées économiques concrètes du siège régional pour le Congo ?

MID : L'implantation du siège régional Afrique centrale de Bank of Africa à Brazzaville est avant tout le fruit de la confiance du Groupe dans le pays, dans la qualité de son environnement institutionnel et dans sa capacité à accueillir des plateformes régionales de décision. Cette relation de confiance a permis de bénéficier de la facilitation de l'ensemble des démarches nécessaires à nos installations, afin d'opérer depuis le territoire national sur l'ensemble de la zone CEMAC.

Ce siège régional va apporter plus d'efficacité dans le processus décisionnel, renforcer également l'accès au financement pour les projets initiés notamment par le secteur privé, favoriser l'innovation - notamment digitale. Il s'agit d'un véritable levier d'attractivité économique et de rayonnement régional pour le pays.

Q6 - Vous évoquez l'expansion vers le Gabon puis le Cameroun. Quel est l'intérêt stratégique de cette dynamique ?

MID : Cette expansion s'inscrit directement dans la vision panafricaine portée par le Président-Directeur Général du Groupe, M. Amine Bouabid. L'objectif est de construire des plateformes régionales solides, capables d'accompagner les flux commerciaux, les investissements et l'intégration économique sous-régionale.

Le Gabon et le Cameroun représentent des marchés à fort potentiel, tant par leur poids économique que par leur dynamique entrepreneuriale. En renforçant notre présence dans ces pays, nous créons des synergies régionales, développons des solutions de financement transfrontalières et contribuons à structurer un véritable espace bancaire intégré en Afrique centrale, ouvert vers les marchés internationaux, grâce à notre présence en Europe, au Moyen-Orient et en Chine.

Q8 - Quel message souhaitez-vous adresser aux autorités congolaises et aux acteurs économiques de la sous-région ?

MID : Bank of Africa s'affirme comme un partenaire engagé dans le développement du Congo et de l'Afrique centrale. Il est essentiel de poursuivre les efforts pour renforcer l'environnement financier et favoriser la diversification de nos économies, encore largement dépendantes du secteur extractif des hydrocarbures.

Pour le secteur privé, notre ambition est claire : l'accompagner dans la création de richesses en finançant de manière efficace et adaptée ses activités.

Bank of Africa

fait de Brazzaville son hub régional en Afrique Centrale



Scannez pour lire l'intégralité

Bank of Africa affirme sa stratégie d'ancrage régional en choisissant Brazzaville pour l'implantation de son futur siège Afrique Centrale. Cette décision marque une étape majeure dans la structuration du Groupe sur le continent et confirme la place stratégique du Congo dans sa vision . Elle s'inscrit dans une dynamique de montée en puissance progressive du réseau en Afrique centrale, consolidée par l'intégration de la LCB Bank au sein du Groupe, devenue officiellement Bank of Africa Congo au 1er janvier 2025.



Marion LEMEUNIER

Directrice Générale du DoubleTree By Hilton Pointe-Noire



01

Comment le DoubleTree by Hilton s'est imposé dans le secteur hôtelier à Pointe-Noire et comment participe-t-il à l'attractivité économique et touristique de la ville ?

Pointe-Noire et plus globalement le Congo est un marché à taille humaine dans lequel les approches de type B to B sont plus pertinentes que les approches "Mass Market". Notre plan de développement s'est donc appuyé sur des partenariats ciblés et une approche "personnalisée" des clients entreprises et particuliers.

02

Quelles actions concrètes menez vous en matière de développement durable et de responsabilité sociale à Pointe-Noire ?

Comme tous les hôtels Hilton dans le monde le DoubleTree Pointe-Noire applique en interne comme en externe le programme CARE (create a rewarding experience) qui consiste à offrir à ses employés comme à la communauté une expérience gratifiante. Aussi s'implique-t-il dans des actions d'assainissement publique, de même que dans des remises de vivres et autres divers dons aux populations défavorisées.

03

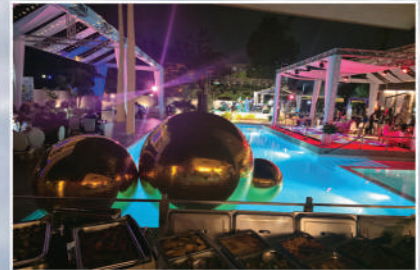
Quelle place accordez-vous à l'emploi local et à la formation des jeunes Congolais dans votre établissement ?

Dans l'esprit du local content, une politique chère aux autorités du pays, et conformément à l'engagement pris à notre lancement, la grande majorité des emplois est occupée par des ressortissants Congolais qui travaillent en bonne harmonie avec les collègues non Congolais. Tous les employés locaux sont inscrits à un programme de formation interne propre aux

04

Quelles sont selon vous les principaux défis et opportunités du DoubleTree et plus largement pour l'hôtellerie haut de gamme à Pointe Noire et au Congo en 2026

Le défi consiste à bien surfer sur la vague de croissance de l'économie Congolaise projetée à 3,6% en 2026 contre 2,8% en 2025. Ceci passe par le maintien des standards qualité qui fondent notre réputation, le développement de nouvelles offres de services et des relations publiques très efficaces.



**Le DoubleTree By Hilton Pointe-Noire l'expérience
hotelière la plus gratifiante dans la ville océane**

WE ARE HILTON WE ARE HOSPITALITY



- | | | | | |
|-----------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|
| Piscine extérieure | Très bon petit-déjeuner | Restaurant | Parking sur place gratuit | Vue sur la mer |
| Navette aéroport (gratuite) | Climatisation | Connexion Wi-Fi gratuite | Chambres familiales | Service d'étage |

Adresse: 137 Av. Dr Denis Loemba, Pointe-Noire

Téléphone: 05 320 00 00 | **Email:** reservations@renco.it

* La décoration est à la charge du client

DOUBLETREE
by Hilton™
Pointe-Noire



À travers cet entretien accordé pour l'édition de L'Agenda 2026 du Président de la République du Congo, la Fédération des MUCODEC, organe faîtière du réseau des Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit, dirigée par **Monsieur Dieudonné Ndinga Moukala** qui revient sur ses ambitions en matière d'inclusion financière, de modernisation des services et d'accompagnement du développement économique et social du Congo.

Grâce à ces dispositifs, nous permettons aux citoyens et aux acteurs économiques d'accéder à des outils financiers fiables, sécurisés et de proximité, contribuant ainsi à l'inclusion économique et sociale dans tous les territoires.

Les usages bancaires évoluent rapidement, notamment avec le digital. Comment les MUCODEC adaptent-elles leurs outils et pratiques pour répondre à ces attentes tout en préservant la relation de confiance avec leurs membres ?

Les MUCODEC intègrent progressivement les technologies digitales pour faciliter l'accès aux services financiers, tout en conservant le lien humain qui fait la force de notre modèle mutualiste. Nous développons des applications mobiles et des solutions de paiement électronique sécurisées pour simplifier les opérations courantes telles que les dépôts, retraits et remboursements de crédits. Parallèlement, nos équipes restent présentes sur le terrain, dans nos CLM et Délégations Fédérales, pour accompagner les membres, répondre à leurs questions et maintenir un contact direct, garant de la confiance qui nous unit à nos adhérents. L'équilibre entre digitalisation et proximité humaine est au cœur de notre stratégie pour rester pertinents et performants.

En tant que Directeur Général, quelle vision portez-vous pour l'avenir des MUCODEC et quel message souhaitez-vous adresser aux lecteurs de L'Agenda 2026 du Président de la République ?

Ma vision pour l'avenir des MUCODEC est celle d'un réseau solide, innovant et résolument inclusif, capable d'accompagner toutes les catégories de la population dans leurs projets économiques et sociaux. Nous souhaitons renforcer notre rôle de facilitateur de l'inclusion financière et du développement local, tout en modernisant nos outils et nos pratiques pour répondre aux exigences d'un monde en mutation.

À tous les lecteurs de L'Agenda 2026, je souhaite transmettre ce message : les MUCODEC sont au service du citoyen, des entrepreneurs et des collectivités. Nous invitons chacun à considérer nos caisses comme un partenaire de confiance pour l'épargne, le crédit et la sécurité financière. Ensemble, continuons à construire un Congo plus prospère, plus solidaire et inclusif.

Les MUCODEC occupent une place particulière dans le paysage financier national. Quel est, selon vous, leur rôle spécifique dans l'accompagnement du développement économique et social du pays ?

Les MUCODEC jouent un rôle essentiel dans le renforcement de l'inclusion financière et dans le soutien au développement économique local. En permettant aux populations, notamment celles exclues du système bancaire traditionnel, d'accéder à des services d'épargne, de crédit et d'assurance, nos caisses contribuent directement à la dynamisation des activités économiques. Elles soutiennent les entrepreneurs dans la création et le développement de leurs projets, favorisent l'autonomisation des ménages et participent, plus largement, à la cohésion sociale. Les MUCODEC ne sont pas seulement des institutions financières : elles sont des partenaires actifs du développement durable, ancrées dans les réalités locales et au service du bien-être collectif.

L'inclusion financière demeure un enjeu central. Comment les MUCODEC contribuent-elles concrètement à rapprocher les services financiers des populations, des entrepreneurs et des territoires ?

Nous rapprochons les services financiers de nos membres grâce à notre réseau de Caisses Locales MUCODEC (CLM) réparties sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'à travers nos Délégations Fédérales et Directions Régionales. Nos services sont conçus pour être accessibles, simples et adaptés aux besoins des populations locales et des entrepreneurs. Nous mettons également en œuvre des programmes d'éducation financière pour sensibiliser nos membres à la gestion de leur argent et à l'utilisation responsable du crédit.



MUCODEC,
la force d'une communauté
intergénérationnelle.

Caisse Nationale de Sécurité Sociale

La CNSS votre assurance aujourd'hui et demain



ORGANISATION

Etablissement public à caractère social doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière

La CNSS est administrée par un conseil d'administration composé de représentants des employeurs, des travailleurs, des retraités, de l'Etat. Elle est dirigée par un directeur général qu'assistent sept (7) directeurs centraux.

La CNSS a fait des progrès significatifs en modernisant ses services par la création de directions départementales et agences, la transformation du système d'information avec la télédéclaration et le lancement du site web.

01



02



Instrument privilégié dans la politique sociale du gouvernement

La CNSS participe à l'extension de la couverture sociale à d'autres populations non-salariées et aux professions libérales.

Le travailleur salarié du régime géré par la CNSS et éligible aux prestations servies c'est toute personne engagée au service d'une autre personne physique ou morale moyennant rémunération quels que soient la forme du contrat et le montant de la rémunération.

AMBITIONS ET VISION

Une vision constante tournée vers l'amélioration continue des services et des résultats.

Cette année, avec un plan stratégique ambitieux, de nouveaux outils de gouvernance (cartographie des risques, cartographie de fraude, la démarche qualité...) et le déploiement du nouveau système d'information sont mis en place pour le bien des assurés sociaux (salariés, employeurs, assurés volontaires).



03



04



MISSIONS

Gérer le régime de sécurité sociale des travailleurs relevant du code du travail et servir les prestations dans les branches suivantes:

- ✓ Prestations familiales ;
- ✓ Accidents du travail et maladies professionnelles ;
- ✓ Pension.

Le bénéfice des prestations est subordonné à l'affiliation et au paiement des cotisations sociales.

RESSOURCES ET TAUX DE COTISATION

Ressources : les cotisations sociales constituent la principale ressource.

Le taux de cotisation:
✓ Retraite : 12%
dont 4% part salariale et 8% part employeur ;
✓ Prestations familiales : 10,5% ;
✓ Risques professionnels : 2,23%.
Soit un total de 24,28%

Pour info: le SMIG: 70.400 F CFA

05



OU TROUVER LA CNSS:

Brazzaville:

Direction générale: Bacongo:
182, Bld Denis Sassou Nguesso Av, Pierre Savorgnan de Brazza
Agence Centre-ville: La Glacière
Av, William Guynet Moundali:
Talangai Rue Lénine - Av Marien
Av Marien Nguabi Ngoubi

Pointe-Noire:

Lumumba: Rond-point Kassai
Tié-Tié: Rond-point Kassai, enceinte agence Lumumba

Niari / Dolisie: Rue Gogo d'Outre-Mer

Bouenza-Lékoumou: Nkayi - Av 31 décembre

Pool: Kinkala - centre-ville

Plateaux: Djambala - centre-ville

Cuvette: Makoua - centre-ville, face au jardin public
Oyo - Route d'Edou

Sangha: Ouesso - Av Marien Nguabi, face AGC

Likouala: Impfondo - Av Marien Nguabi, face AGC



ENTRETIEN AVEC

Joel KOUASSI ELLAH

Directeur Général du Groupe NSIA

Comment les solutions de NSIA Vie Assurances s'inscrivent-elles aujourd'hui comme un véritable complément à la protection sociale, notamment pour les familles et les actifs qui ne bénéficient pas de dispositifs publics suffisants ?

En Afrique, les dispositifs publics de protection sociale ne couvrent qu'une partie des besoins réels des familles. Une grande proportion d'actifs évolue dans le secteur informel, sans couverture retraite structurée, sans assurance invalidité, et parfois sans protection en cas de décès.

C'est précisément dans cet espace que NSIA Vie Assurances intervient.

Nos solutions viennent compléter – et parfois remplacer – les mécanismes publics insuffisants en proposant :

- Des capitaux décès pour protéger immédiatement la famille
- Des garanties invalidité pour préserver un revenu
- Des solutions d'épargne retraite accessibles

- Des contrats études pour sécuriser l'avenir des enfants

Dans nos contextes où un seul revenu soutient souvent plusieurs générations, la disparition ou l'incapacité d'un chef de famille peut fragiliser tout un équilibre. Notre rôle est d'offrir un filet de sécurité structuré, fiable et durable, afin que les familles ne basculent pas dans la précarité au premier choc.

Nous contribuons ainsi à renforcer l'autonomie financière des ménages africains et leur résilience face aux aléas de la vie.

Quels sont les produits phares de NSIA Vie Assurances qui répondent le mieux aux enjeux de prévention et d'anticipation des risques (décès, incapacité, dépendance), et comment en facilitez-vous la compréhension auprès du grand public ?

Dans nos sociétés africaines, la prévoyance existe déjà. Se cotiser pour des funérailles, participer à une tontine, soutenir des parents vieillissants... Ces pratiques traduisent une culture forte de solidarité et d'anticipation.

Nos produits s'inscrivent dans cette continuité, mais avec la solidité d'un cadre contractuel :

- La prévoyance

Parce qu'en Afrique, le décès d'un soutien de famille peut déscolariser des enfants en quelques semaines.

- Les solutions retraite

Parce que beaucoup d'actifs n'auront pas de pension publique suffisante.

- Les contrats études

Parce que l'éducation reste le premier levier d'ascension sociale sur notre continent.

Comment facilitons-nous la compréhension ? Dans notre marché, la pédagogie est essentielle. Nous travaillons à :

- Simplifier le langage : parler de "protection de la famille" plutôt que de "capital assuré".
- Illustrer avec des cas concrets africains : commerçant, fonctionnaire, entrepreneur informel.
- Utiliser des simulateurs accessibles pour montrer l'effort d'épargne et le bénéfice réel.
- Multiplier les campagnes de sensibilisation en langues locales.
- Maintenir une forte présence terrain, car la proximité reste un facteur clé de confiance. Notre objectif est clair : démystifier l'assurance vie et la rendre compréhensible, accessible et culturellement cohérente.

La prévention est un levier clé pour réduire la vulnérabilité financière des ménages. Comment NSIA Vie Assurance intègre-t-elle cette logique de prévention dans ses offres et dans sa relation avec les assurés ?

Dans nos réalités africaines, la vulnérabilité financière est souvent liée au manque d'anticipation, non par négligence, mais par absence d'information ou d'outils adaptés.

Chez NSIA Vie Assurances, la prévention commence bien avant le sinistre.

Elle repose sur :

- L'éducation financière, pour développer la culture de l'anticipation
 - L'analyse personnalisée, car chaque famille africaine a une structure et des charges spécifiques
 - L'adaptation des contrats aux étapes de vie : mariage, naissance, investissement, retraite
- La prévention, pour nous, consiste à transformer un réflexe de solidarité informelle en stratégie financière structurée.

Plus un ménage anticipe, moins il est vulnérable.

Moins il est vulnérable, plus il peut investir dans son avenir.

Au-delà de la couverture assurantielle, comment NSIA Vie Assurances accompagne-t-elle ses clients dans une démarche globale de sécurisation de leur avenir et de celui de leurs proches ?

Souscrire une assurance dans nos réalités, n'est pas un luxe.

C'est un acte profondément responsable. C'est garantir à ceux que l'on aime, qu'ils seront protégés, même si la vie bascule et structurer la solidarité familiale pour qu'elle ne repose plus uniquement sur l'imprévisible.

Afin de contribuer à la stabilité, à la dignité et à la sérénité des familles africaines, aujourd'hui et demain, NSIA Vie Assurances se positionne comme un partenaire de planification financière à long terme, en accompagnant ses clients dans :

- La constitution d'un capital
- La transmission patrimoniale
- La préparation de projets structurants
- La protection durable des proches

Frein:

Je ne veux pas parler de ça,
ça porte malheur.

Réalité :

Ce n'est pas le contrat qui crée le risque.
Le risque existe déjà.
Le contrat est juste le parachute.

**S'assurer, ce n'est pas planifier sa mort, c'est planifier
la vie de ceux qui restent.**

+242 06 511 96 76
(WhatsApp uniquement)

Suivez-nous





PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE
★★★★★



Nos services

- 158 chambres
- 03 Restaurants
- Piscine
- Bar & Lounge
- Centre de fitness
- Conciergerie
- Parking
- 05 salles

Passez des moments exquis au sein de notre hôtel 5 étoiles !

Réservations :

Tél : +242 05 604 80 30 / +242 05 604 80 35

Email : info@pefacohotelmayamaya.com

Site web : www.pefacohotelmayamaya.com



Alexandre Becher

Directeur général du Groupe Pefaco

Le Groupe Pefaco et sa vision

Comment les valeurs et la vision du Groupe Pefaco se traduisent-elles dans les prestations et l'expérience offertes par Pefaco Hôtel Maya-Maya ?

Nos hôtels Maya-Maya et Alima Palace, sont non seulement des symboles de l'excellence de l'hospitalité congolaise, mais ils sont aussi le reflet du dynamisme et de la résilience de cette nation que nous aimons servir. Et concernant les projets à venir, je peux vous assurer que nous continuerons à œuvrer pour l'amélioration de nos services, toujours dans l'objectif d'offrir la meilleure expérience à nos clients.

A titre d'exemple, il y a eu la rénovation de la terrasse du Moringa, la rénovation de la piscine, la transformation du restaurant italien Le Bochelli que nous vous invitons à venir nombreux redécouvrir, pour ne citer que cela.

Dans sa vision, le Groupe Pefaco ponctionne une partie du pourcentage des montants encaissés pour soutenir les œuvres de mécénat : culture et arts, les enfants, les orphelinats, vernissage, œuvres sociales et caritatives etc. Tout cela sous la supervision de son Directeur Général Monsieur Alexandre BECHERW.

Développement régional

En tant qu'établissement emblématique à Brazzaville, comment Pefaco Hôtel Maya-Maya s'inscrit-il dans la stratégie globale du Groupe Pefaco pour le développement du secteur hôtelier en Afrique ?

Depuis un certain temps, le Pefaco Hotel Maya Maya, par l'entremise de son Directeur Général Monsieur Alexandre Becher,

organise des grands vernissages, des expositions et des ventes aux enchères en partenariat avec les grands artistes locaux, Africains, européens et de la diaspora.

Les contacts entretenus avec le monde diplomatique, le secteur public, les ONG ainsi que le corporate ont permis à l'hôtel d'aller de l'avant et ainsi se maintenir au-devant de la scène parmi les grands hôtels du Congo. Le Groupe Pefaco est engagé dans la lutte contre le SIDA en étroite collaboration avec le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) ainsi que la lutte contre le cancer du sein.

Rappelons qu'en 2018, Pefaco Hotel Maya Maya a participé à l'opération goût de France dont le but est de valoriser la gastronomie française. Le

Bistro parisien avait proposé une carte variée pour un coût abordable avec des plats typiquement français.



Hôtel Alima et complémentarité

Avec l'Hôtel Alima à Oyo, comment le Groupe Pefaco crée-t-il une complémentarité entre ses établissements pour répondre aux différents besoins des visiteurs, qu'ils soient en quête de luxe urbain ou d'un cadre plus naturel ?

Tous les clients individuels, corporate, équipe et autre ayant séjourné au Pefaco Maya-Maya de Brazzaville peuvent bénéficier, sur demande, d'un tarif préférentiel au Pefaco Alima Palace de OYO.

A travers le Pefaco Hotel Maya Maya, le Pefaco Hôtel Alima Palace reçoit des clients comme l'Organisation Mondiale de la Santé qui, à certaines occasions, décentralise ses réunions

à l'intérieur du pays, ou encore les Rencontres Humanistes et Fraternelles de

l'Afrique et Madagascar (REHFRAM) qui se tiendront du 5 au 8 février 2025 à Oyo et dont le comité d'organisation a bénéficié de remises considérables de la part du Groupe Pefaco.

Il est à noter que Pefaco Hôtel Maya Maya et Pefaco Alima Palace partagent une seule et même direction générale et un même personnel polyvalent pour les deux hôtels.

Vision pour l'avenir

Quelles sont les ambitions du Groupe Pefaco pour ses établissements en Afrique centrale, et comment prévoyez-vous d'innover pour répondre aux attentes croissantes des voyageurs ?

PEFACO est considéré comme un temple de la culture à Brazzaville. Les sponsors et tous ceux qui s'intéressent à l'art et la culture sont invités à se joindre à nous.

Pefaco a plusieurs projets en cours; et parraine déjà plusieurs autres activités qu'il est préférable de garder privée pour l'instant.





Dayi Allaire Branham KINTOMBO
Directeur général du FIGA



Brice MAKAYA KOKOLO
Directeur général adjoint du FIGA



Doris NTSIBA
Secrétaire générale du FIGA

En 2025, le FIGA aura consolidé l'inclusion financière et la souveraineté économique des MTPMEA au Congo

Brazzaville, le 05 Janvier 2026 – Sous l'impulsion de SEM Denis SASSOU-N'GUESSO, Président de la République, Chef de l'État, et sous la direction du Gouvernement de SEM le Premier Ministre, Chef du Gouvernement Anatole Collinet MAKOSSO, le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement (FIGA), placé sous la tutelle de Madame Jacqueline Lydia MIKOLO, Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat, dresse un bilan opérationnel et stratégique d'une année 2025 marquée par une accélération majeure de ses interventions en faveur des créateurs de richesse nationaux.

Une dynamique d'impulsion et d'accompagnement au cœur des territoires

Au cours de l'exercice 2025, le FIGA a renforcé son ancrage territorial par une action de proximité sans précédent. Le pilier de l'Impulsion a permis de sensibiliser et d'enrôler plus de 5 170 porteurs de projets. À

ce jour, 2 416 promoteurs ont bénéficié de formations spécialisées dans 35 filières et secteurs d'activité, tandis que 338 artisans ont été assistés vers la formalisation. Cette année a également vu l'éclosion de cohortes d'excellence, à l'instar du programme « KOLISA COUTURE » et de la formation qualifiante en décoration florale avec l'association DECO EVENTS, où 55 jeunes ont reçu leurs cartes professionnelles et un accès garanti au crédit.

Monsieur Rodrigue MALANDA-SAMBA, Président du Conseil d'Administration du FIGA, souligne l'importance de cette vision :

« En cette année qui a vu la célébration des 65 ans de notre souveraineté, le Conseil d'Administration se félicite de l'alignement des actions du FIGA sur les objectifs du Plan National de Développement. Notre institution n'est pas seulement un levier financier ; elle est le garant d'un modèle de gouvernance qui place l'initiative privée congolaise au centre de notre résilience nationale. »



Le produit de garantie KOLISA, un levier de financement massif pour l'inclusion

Le produit KOLISA a franchi une étape décisive avec une couverture à 100% du risque auprès de partenaires financiers tels que la CADC et le CAPPED. Au 30 septembre 2025, le volume global des crédits garantis s'élève à 889 170 969 FCFA, bénéficiant à 3 955 entrepreneurs, dont une participation féminine majoritaire de 70% via des initiatives comme les sorties de cohorte KOLISA à Dolisie, Impfondo, Pointe-Noire, Owando et Sibiti, la tournée départementale dans le Pool, touchant des localités comme Mindouli, Loumo et Kinkala, a concrétisé cette volonté de décentralisation en finançant directement les activités de proximité.

Monsieur Branham Kintombo, Directeur Général du FIGA, précise l'impact de cette mission :

« Derrière chaque crédit débloqué se cache une trajectoire réelle : un atelier qui s'équipe, une coopérative qui se structure, un produit "Made in Congo" qui gagne sa place. Avec le Programme KOLISA, nous transformons l'économie réelle en profondeur, car nous sommes convaincus que la souveraineté économique se construit par la confiance accordée à nos artisans et à notre jeunesse. »

Une année 2026 portée par de multiples ambitions

L'institution sera en première ligne pour l'organisation de la 56^e Assemblée Générale de l'AIAFD et l'accueil du Forum International des Entreprises Francophones (FIEF) à Brazzaville. L'objectif restera d'améliorer l'industrialisation des mécanismes d'appui pour que chaque idée congolaise trouve le chemin de la prospérité.

À propos du FIGA

Le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement (FIGA) est une institution publique dédiée au développement des Micro, Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises Africaines (MTPMEA) au Congo. Créé pour lever les obstacles financiers et techniques auxquels font face les entrepreneurs, le FIGA propose une gamme complète de services : des garanties pour faciliter l'accès au crédit, des formations de renforcement des capacités et un accompagnement personnalisé pour maximiser le succès des projets. Avec un capital de **25 milliards de francs CFA**, le FIGA s'engage à stimuler l'innovation, promouvoir la croissance économique et contribuer à une économie plus inclusive et diversifiée.

Pour en savoir plus, visitez notre site : www.figa.cg

De l'inclusion financière et du développement des MPMEA au Congo.



SUNU Assurances IARD Congo : Vision, Engagements et Axes Stratégiques

Entreprise panafricaine implantée dans 17 pays, le Groupe SUNU s'est imposé comme un acteur majeur de l'assurance et des services financiers en Afrique subsaharienne. Son modèle repose sur des valeurs fortes, une gouvernance rigoureuse et une vision à long terme centrée sur la protection des personnes, des biens et l'accompagnement des économies nationales.

En République du Congo, où le potentiel de développement du secteur des assurances est important, SUNU Assurances IARD Congo s'inscrit pleinement dans les priorités nationales : diversification de l'économie, modernisation de l'administration, renforcement de la protection sociale et inclusion financière. L'assurance constitue un levier essentiel pour soutenir la croissance, sécuriser les investissements et renforcer la résilience des ménages et des entreprises.

Être l'assureur de référence au Congo

Avec plus de 16%% de parts de marché, SUNU Assurances IARD Congo figure parmi les trois leaders nationaux. En quatre ans, son chiffre d'affaires est passé de 4,5 milliards FCFA à près de 12 milliards FCFA, témoignant d'une croissance maîtrisée et d'une confiance accrue des assurés.

L'entreprise fonde sa performance sur la proximité avec les clients, la réactivité, la qualité du service et l'engagement d'une équipe jeune et professionnelle. Elle contribue activement à la structuration du marché, à la modernisation du secteur et à l'augmentation progressive du taux de pénétration de l'assurance au Congo.

Valoriser les talents nationaux et amplifier l'impact social
Le capital humain est au cœur de la stratégie de SUNU Assurances IARD Congo. L'entreprise promeut un environnement de travail fondé sur l'éthique, l'innovation, la performance et la reconnaissance du mérite.

Elle investit dans la formation continue pour renforcer les compétences nationales et garantir l'excellence opérationnelle.

Par ailleurs, SUNU développe des actions sociales concrètes dans les domaines de l'éducation, de la santé et du sport, tout en menant des initiatives de sensibilisation aux enjeux de l'assurance et d'inclusion financière. Ces actions renforcent son ancrage territorial et son rôle social.

Moderniser les services par la transformation digitale
Face à l'évolution des besoins et des usages, SUNU Assurances IARD Congo mène une transformation digitale ambitieuse visant à simplifier, accélérer et sécuriser les parcours clients : souscription, gestion de contrats, sinistres et relation client.

La digitalisation permet de réduire les délais, clarifier les processus et rapprocher l'assurance des populations, y compris en zone rurale, grâce à des points de contact élargis et des services 100 % digitaux. Avec l'appui technologique du Groupe SUNU, l'entreprise renforce également sa gestion des risques et sa solidité financière.

Développer l'inclusion financière grâce à l'assurance vie
Dans la continuité de sa vision panafricaine, le Groupe SUNU ambitionne de renforcer l'offre d'assurance vie au Congo, essentielle pour la protection sociale, l'épargne locale et la résilience des ménages.

L'objectif est de proposer des produits simples, accessibles et adaptés aux réalités socio-économiques, favorisant ainsi l'inclusion financière et contribuant à la résilience économique du pays.

Conclusion

SUNU Assurances IARD Congo affirme son rôle d'acteur responsable, innovant et solidement engagé aux côtés de l'État, des entreprises et des populations. En combinant performance économique, impact social et transformation digitale, l'entreprise entend contribuer à une économie congolaise plus inclusive, résiliente et tournée vers l'avenir.

SUNU Assurances a le bon profil pour accompagner l'économie congolaise !

Mon assurance auto en un Clic sur MySUNU

- ▶ **Faites vous livrer gratuitement**
- ▶ **Souscrivez chez vous**
- ▶ **Payez moins**

Téléchargez l'application
MySUNU via :



SCANNEZ ICI

mysunu.sunuassurances.com





Encore
plus proche
de vous !

AMC ASSURANCES

Compagnie d'assurance « non-vie » filiale des MUCODEC

ENTREPRISES

Individuelle Accidents Groupe • Multirisque
Professionnelle • Globale Dommages • Globale Banque
Tous Risques Informatiques • Bris de Machines
Responsabilité Civile Générale • Tous Risques Chantier ou
Montage • Transport Facultés ou Marchandises • Corps de
Plaisance ou de Navire • Santé

PARTICULIERS

Automobile • Multirisque Habitation • Individuelle Accidents
Particulier • Responsabilité Civile Scolaire • Responsabilité
Civile Chasse • Assurance Voyage





Encore plus proche de vous !

NOS PRODUITS

> ENTREPRISES

Individuelle Accidents Groupe- Multirisque
Professionnelle - Globale Dommages - Globale Banque
- Tous Risques Informatiques - Bris de Machines
Responsabilité Civile Générale - Tous Risques Chantier
ou Montage - Transport Facultés ou Marchandises
Corps de Plaisance ou de Navire - Santé

> PARTICULIERS

Automobile - Multirisque Habitation - Individuelle
Accidents Particulier - Responsabilité Civile
Scolaire - Responsabilité - Civile Chasse -
Assurance Voyage



BRAZZAVILLE - CONGO

Tel.: (+242) 06 735 73 00 / 05 203 40 80
contact@amc-assurances.com
www.amc-assurances.com

SUIVEZ-NOUS





VÊTEMENTS HOMMES & ACCESSOIRES



L'élégance et le style qui vont avec



(+242) 06 865 35 18



05 683 50 00



all homme boutique



allhomme.boutique@gmail.com

Pefaco hotel Maya Maya en face de l'aéroport de Brazzaville



PAIEMENT PAR CARTE BANCAIRE



ARCHIDIOCESE DE BRAZZAVILLE
Société des Sœurs Oblates Apostoliques
de Notre Dame de Lourdes

Orphelinat 
Yamba Ngai

1665, rue MATSIONA-NZOULOU, Batignolles Plateau des 15ans

Fondation Stefana Cannizzaro

Une Fondation au service des enfants, des plus défavorisés et des orphelins du Congo

Stefana est née le 6 juillet 1962 à Alcamo dans la province de Trapani. Elle nous a quitté le 23 septembre 2024, nous allons œuvrer pour honorer sa mémoire.

Sa vie d'assistante sociale en Italie a été dédiée à la protection de l'enfance, à la défense des mineurs maltraités, elle a toujours été dévouée pour apporter du bien être et faire preuve de solidarité auprès des enfants et femmes abusées sexuellement et défavorisées.

Stefana a été inscrite à l'Université de Palerme où elle a obtenu un diplôme d'assistante sociale, elle a collaboré à la prison pour mineurs Ucciardone de Palerme et dans diverses associations pour la protection de l'enfance

Stefana a évolué à La Fondation S.O.S Il Telefono Azzurro ETS qui promeut le respect total des droits des enfants et des adolescents. Avec ses activités quotidiennes, elle a soutenu leur potentiel de croissance et la protection des enfants contre les abus et la violence qui mettaient en péril leur bien-être et leur chemin de croissance.

L'association Téléphone Rose œuvre pour prévenir, signaler et accompagner les femmes victimes de harcèlement et de violences physiques ou psychologiques, pour les aider à sortir et demander de l'aide. Avec sept bureaux opérationnels dans certaines régions d'Italie, de 2012 à 2020, l'association a géré le service public gratuit contre la violence et le harcèlement criminel numéro 1522 - actif depuis le 8 mars 2006, 24 heures sur 24, promu par le Département pour l'Égalité. L'association propose un service juridique et médical aux victimes de violences.

Au cours des dix premiers mois de 2017, 26 481 appels ont été passés au numéro gratuit 1522, dont 84 % émanaient de femmes italiennes (avec enfants dans 70 % des cas). Sur les 26 000 appels, plus de quatre mille ont été effectués par des femmes victimes de violences et 630 sont venues signaler des cas de harcèlement.

Stefana a toujours été dans sa carrière à l'écoute chaque jour des enfants, des adolescents et a toujours proposé des réponses concrètes à leurs demandes d'aide, également grâce à la collaboration avec des institutions, des associations et d'autres entités locales. Elle a opéré dans un contexte international pour promouvoir une culture des droits.

Elle a toujours visé le bien-être de chaque enfant et son droit de grandir dans un environnement sûr et au sein d'un réseau de relations capables d'assurer son développement et de prévenir les abus et la détresse.

Aujourd'hui après son départ, son mari et son compagnon de vie, Rey Ouafi lui rend hommage et poursuit à travers la Fondation Stefana Cannizzaro son chemin et sa volonté d'aider les enfants et les plus défavorisés, Stefana souhaitait développer une Fondation au Congo, à présent je poursuis son œuvre et je contribuerai à prendre soin des enfants orphelins, des femmes défavorisés.

Rey souhaite aujourd'hui continuer au nom de Stefana sa volonté de défendre les personnes dans le besoin et d'aider les enfants du Congo.

Cotisation annuelle et donation pour soutenir notre association :

Rey Ouafi +242 05 604 8033

+39 3274539747

cstefana@humanitaire.com



**AGENDA
DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE
2026**